

# **Badische Landesbibliothek Karlsruhe**

**Digitale Sammlung der Badischen Landesbibliothek Karlsruhe**

## **Journal officiel du Commandement en Chef Français en Allemagne. 1945-1949 1946**

28 (1.7.1946)

# JOURNAL OFFICIEL

DU COMMANDEMENT EN CHEF FRANÇAIS EN ALLEMAGNE  
GOVERNEMENT MILITAIRE DE LA ZONE FRANÇAISE D'OCCUPATION

*Amtsblatt des französischen Oberkommandos in Deutschland*

Ordonnances, Arrêtés et Règlements, Décisions réglementaires Décisions, Circulaires, Avis, Communications, Informations, Annonces légales	Verordnungen, Verfügungen, Beschlüsse, Ausführungsbestimmungen, Anordnungen, Runderlasse, Benachrichtigungen, Mitteilungen, Amtl. Veröffentlichungen
---	--

Le texte français seul fait foi, la traduction n'ayant qu'un caractère d'information.

Allein der französische Text ist amtlich; die deutsche Übersetzung gilt nur als Information.

Direction, Rédaction, Administration

Leitung, Redaktion, Verwaltung

Journal Officiel, Hôtel Badischer Hof Baden-Baden

Abonnement : 25 numéros, 10 Marks.  
Annonces légales : 3 pfg. la ligne.

Abonnement : 25 Blätter : 10 M.  
Amtliche Veröffentlichungen die Zeile 3 Pfg.

## SOMMAIRE

Pages

Avis à nos abonnés . . . . .	227
<b>Lois, ordres et proclamations du Conseil de Contrôle en Allemagne</b>	
Directive No 24, en date du 12 Janvier 1946, relative à l'élimination des nazis et autres personnes hostiles aux buts des Alliés, des Administrations et des postes comportant des responsabilités . . . . .	228
Directive No 26, en date du 26 Janvier 1946 relative à la réglementation des heures de travail . . . . .	240
Arrêté No 61 et 62 de l'Administrateur Général, Rectificatifs (Textes français et allemand) . . . . .	241
Avis concernant les Textes Législatifs . . . . .	242

## INHALT

Seite

BEKANNTMACHUNG an Abonnenten . . . . .	227
<b>Gesetze, Anordnungen und Proklamationen des Kontrollrats in Deutschland.</b>	
DIREKTIVE Nr. 24 vom 12. Januar 1946 bezüglich der Entfernung von Nationalsozialisten und Personen, die den Bestrebungen der Alliierten feindlich gegenüberstehen, aus Ämtern u. verantwortlichen Stellungen . . . . .	228
DIREKTIVE Nr. 26 vom 26. Januar 1946 bezüglich der Regelung der Arbeitszeit . . . . .	240
BERICHTIGUNG betreffend den französischen und deutschen Text der Verfügungen Nr. 61 und 62 des Administrateur Général . . . . .	241
BEKANNTMACHUNG über Veröffentlichung von Gesetzestexten . . . . .	242

## AVIS

aux Abonnés

Le numéro 25 du Journal Officiel du Commandement en Chef Français en Allemagne termine la première série de cette publication.

Les abonnés allemands (administrations publiques ou particuliers) devront envoyer avant le 1<sup>er</sup> Juillet 1946, le montant de la deuxième série (N<sup>o</sup> 26 à 50) soit la somme de 10 Marks par abonnement à l'Administration du Journal Officiel, DIRECTION GÉNÉRALE DE LA JUSTICE, Badischer Hof, BADEN-BADEN.

Le montant peut être également viré au compte du Journal Officiel, N<sup>o</sup> 17.880 à la Deutsche Bank Filiale Baden-Baden.

Au cas de non paiement dans le délai, les Administrations allemandes s'exposent aux sanctions légales, par application de l'article 8 de l'ordonnance N<sup>o</sup> 2 du Commandant en Chef Français en Allemagne et l'abonnement sera supprimé aux particuliers sans autre avis.

Le nom et l'adresse ainsi que le nombre d'abonnements souscrits doit être rappelé dans toute correspondance adressée à l'Administration du Journal Officiel.

## BEKANNTMACHUNG

an Abonnenten.

Mit Nr. 25 des Amtsblatts des Französischen Oberkommandos in Deutschland endigt die erste Reihe dieser Veröffentlichungen.

Die deutschen Abonnenten (Öffentliche Dienststellen und Privatpersonen) werden um Einsendung des Betrages für die zweite Reihe (Nr. 26 bis 50), nämlich von RM 10.— für das Abonnement, vor dem 1. Juli 1946 ersucht, und zwar an die:

Administration du Journal Officiel, DIRECTION GÉNÉRALE DE LA JUSTICE, Badischer Hof, BADEN-BADEN.

Der Betrag kann auch auf Konto Nr 17 880 des Journal Officiel bei der Deutschen Bank, Filiale Baden-Baden, überwiesen werden.

Im Falle der Nichtzahlung innerhalb der angegebenen Frist setzen sich die deutschen Dienststellen den gesetzlichen Strafen aus gemäß Artikel 8 der Verordnung Nr. 2 des Commandant en Chef Français en Allemagne, und das Abonnement für Privatpersonen wird ohne weiteres eingestellt.

Name und Anschrift sowie die Anzahl der gezeichneten Abonnements ist in jedem an die Administration du Journal Officiel gerichteten Schreiben anzugeben.

## DIRECTIVES — DIREKTIVEN

## DIRECTIVE No 24

Élimination des nazis et autres personnes, hostiles aux buts des Alliés, des administrations et des postes comportant des responsabilités

Le Conseil de Contrôle édicte ce qui suit:

## 1. Objet

La „Conférence Tripartite“ de Berlin mentionnait, entre autres buts de l'occupation de l'Allemagne, l'exclusion des services publics ou semi-publics, ainsi que, dans des entreprises privées importantes, des postes comportant des responsabilités, de tous les membres du parti nazi, dont la participation aux activités de ce parti a été plus que nominale, et de toutes autres personnes, hostiles aux buts des Alliés. Ces personnes seront remplacées par d'autres qui, par leurs tendances politiques et morales, seront jugées aptes à favoriser le développement des véritables institutions démocratiques en Allemagne.

## 2. Définitions

- a) Sera considéré comme „ayant eu une participation plus que nominale aux activités du parti“ et comme „hostile aux buts des Alliés.“
- I. quiconque aura occupé un emploi ou aura eu une activité quelconque dans le parti ou dans les organisations dérivées ou dans les organisations diffusant les doctrines militaristes, à tout échelon local ou national;
  - II. quiconque aura autorisé un crime nazi, une persécution ou une discrimination raciale ou qui y aura participé activement;
  - III. quiconque aura été adepte reconnu de la doctrine nazie ou des croyances raciales ou militaristes;
  - IV. quiconque aura, de son plein gré ou de quelque façon que ce soit, fourni effectivement au parti nazi ou aux fonctionnaires et aux chefs nazis une aide morale ou matérielle ou un appui politique.
- b) Le terme „fonction publique“ comprendra tous fonctionnaires, agents civils ou employés des organismes gouvernementaux ou municipaux et les membres des organismes dirigeants de partis politiques, de syndicats et autres associations publiques, à l'exclusion de tout emploi d'importance tellement secondaire que le titulaire ou le candidat ne serait pas à même, par ses fonctions, de nuire aux intérêts des Alliés ou de commettre des actes contraires aux principes ou aux buts des Alliés. Le résultat de cette définition est d'exiger au minimum une enquête sur toute personne titulaire d'un emploi public qui dépasse le cadre d'une tâche ordinaire. On entend par „tâche ordinaire“ un travail ou service qualifié, non qualifié ou administratif, dans un poste secondaire dans lequel l'ouvrier ne prend nullement part au contrôle, à la gestion ou à l'organisation, ne participe point à l'embauche ou au licenciement, enfin ne prend aucune part à l'établissement d'une politique d'embauchage ou de toute autre ligne de conduite.
- e) Les termes „semi-public“ et „poste comportant des responsabilités dans des entreprises privées importantes“ comprendront les postes de direction ou d'exécution ainsi que ceux de direction du personnel dans:
- I. les organisations civiques, économiques et du travail;
  - II. les compagnies et autres organismes dans lesquels le Gouvernement allemand ou ses administrations avaient des intérêts financiers importants;
  - III. les établissements importants dans le domaine de l'industrie, du commerce, de l'agriculture et des finances;
  - IV. la presse, les maisons d'édition et autres organismes diffusant les nouvelles et la propagande.
- Dans le domaine de l'enseignement privé et paroissial, ces termes comprendront les postes des professeurs aussi bien que ceux des fonctionnaires chargés de la direction ou de l'exécution dans les dits établissements.
- d) L'expression „établissements importants dans le domaine de l'industrie, du commerce, de l'agriculture et des finances“ comprendra ceux de ces établissements qui seront utilisés par le Gouvernement Militaire et directement placés sous sa surveillance et son contrôle, ainsi que toutes les entreprises, trusts et cartels, dans les branches suivantes; industries, mines, services publics et

## DIREKTIVE No 24

Entfernung von Nationalsozialisten und Personen, die den Bestrebungen der Alliierten feindlich gegenüberstehen, aus Aemtern und verantwortlichen Stellungen

Der Kontrollrat erläßt die folgende Direktive:

## 1. Zweck und Ziel

Die Dreimächte-Konferenz in Berlin stellte als Ziel der Besetzung Deutschlands unter anderem fest: Die Entfernung aller Mitglieder der Nationalsozialistischen Partei, die ihr aktiv und nicht nur nominell angehört haben, und aller derjenigen Personen, die den Bestrebungen der Alliierten feindlich gegenüberstehen, aus öffentlichen und halb-öffentlichen Ämtern und aus verantwortlichen Stellungen in bedeutenden privaten Unternehmen. Diese sind durch solche Personen zu ersetzen, die nach ihrer politischen und moralischen Einstellung für fähig erachtet werden, die Entwicklung wahrer demokratischer Einrichtungen in Deutschland zu fördern.

## 2. Begriffsbestimmungen

- a) Als Personen, die der Partei „aktiv und nicht nur nominell angehört haben“ und solche, „die den Bestrebungen der Alliierten feindlich gegenüberstehen“, sind anzusehen:
- I. Personen, die als Amtsträger oder in anderer Weise in der Partei, von den Orts- bis hinauf zu den Reichsstellen, oder in einer der ihr angeschlossenen oder in solchen Organisationen, die militaristische Lehren fördern, aktiv tätig waren;
  - II. Personen, die nationalsozialistische Verbrechen, Rasseverfolgungen oder ungleichmäßige und ungerechte Behandlung gutgeheißsen oder an solchen Taten willig teilgenommen haben;
  - III. Personen, die offen erklärte Anhänger des Nationalsozialismus oder militaristischer oder Rassenlehren waren, oder
  - IV. Personen, welche freiwillig der NSDAP., deren Führern oder Hoheitsträgern wesentlichen moralischen oder materiellen oder politischen Beistand irgendeiner Art geleistet haben.
- b) Der Ausdruck „öffentliches Amt“ schließt alle Staats- und Gemeindebeamten oder Angestellten ein, die von Mitgliedern leitender Organe politischer Parteien, Gewerkschaften und anderer öffentlicher Organisationen bekleidet werden, mit Ausnahme solcher, die ihrer geringen Bedeutung wegen die derzeitigen oder zu bestellenden Inhaber nicht in die Lage versetzen, alliierte Interessen zu gefährden oder den alliierten Grundsätzen und Bestrebungen zuwiderlaufende Handlungen zu begehen. Diese Begriffsbestimmung zieht notwendigerweise zumindest die Prüfung aller Personen in öffentlichen Ämtern, sofern diese nicht nur gewöhnliche Arbeiten verrichten, nach sich. Unter „gewöhnlicher Arbeit“ sind Arbeiten oder Dienstleistungen — sei es gelernte oder ungelernete Arbeit oder Bürodienst — in untergeordneter Stellung zu verstehen, in welcher der Arbeitende keinerlei beaufsichtigende, leitende oder organisatorische Tätigkeit ausübt und weder an der Einstellung oder Entlassung anderer Personen mitwirkt noch die Arbeit betreffende oder andere richtungweisende Maßnahmen zu treffen hat.
- c) Der Ausdruck „halböffentliches Amt“ und „verantwortliche Stellung in bedeutenden privaten Unternehmen“ schließt ein: alle richtungweisenden und exekutiven Stellungen sowie die der Personalabteilungsleiter von
- I. gemeinnützigen, wirtschaftlichen und Arbeiter-Organisationen;
  - II. Körperschaften und anderen Organisationen, in denen die deutsche Regierung oder Regierungsstellen ein überwiegendes finanzielles Interesse hatten;
  - III. bedeutenden industriellen, finanziellen, landwirtschaftlichen und Handelsunternehmen und

commerce, quand ces entreprises, par leur capital, le nombre de leurs employés, la catégorie des produits fabriqués ou des services rendus, représenteront un facteur important de l'économie allemande ou de l'économie de la région ou de la collectivité au sein de laquelle elles fonctionnent.

Il est indispensable de procéder à la dénazification de la façon la plus active. La faible importance des entreprises ne doit pas être un obstacle à la réalisation de la dénazification.

Les Autorités d'Occupation ont la faculté d'autoriser le licenciement des nazis et des militaristes et leur exclusion des entreprises industrielles, commerciales, agricoles et financières d'importance secondaire, des maisons de négoce, des magasins de vente au détail, des emplois, professions libérales et activités soumises à une licence.

- e) Le terme „révocation“, pris dans cette acception, signifiera le licenciement de l'intéressé, après une procédure immédiate et sommaire, ainsi que la suppression de son influence et de sa participation directe ou indirecte dans l'organisme ou la société dont il était membre.

S'il s'agit d'une profession libérale ou d'une activité commerciale, le mot „révocation“ signifiera l'interdiction pour l'intéressé d'exercer sa profession libérale ou son métier, de telle sorte qu'il ne puisse prendre part au contrôle, à la gestion ou à l'organisation, ni participer à l'embauche ou au licenciement, ni, enfin, prendre part à l'établissement d'une politique d'embauche ou de toute autre ligne de conduite.

- f) Les noms des personnes révoquées et les raisons de leur révocation seront communiqués, à l'échelon adéquat, aux Officiers chargés du contrôle des biens (ou aux Autorités correspondantes du Gouvernement Militaire). Ceux-ci prendront les mesures conformes aux lois et règlements du Gouvernement Militaire applicables en la matière, aux fins de blocage immédiat et de contrôle des biens des dites personnes.

Les personnes révoquées d'un emploi public perdront le bénéfice de la retraite ainsi que de tout autre droit conféré par un emploi civil.

### 3. Portée

Le sens du terme „révocation“, dans le passage de la „Conférence de Berlin“ cité dans le paragraphe 1, doit comprendre l'„exclusion d'un emploi“.

Il en résulte, qu'en matière d'exclusion des nazis et de toutes autres personnes, hostiles aux buts des Alliés, des emplois et des postes comportant des responsabilités, on se reportera aux mêmes instructions, quant aux mesures à prendre, qu'en matière de révocation de ces mêmes emplois.

### 4. Compétence

La révocation et l'exclusion des nazis et de toutes autres personnes, hostiles aux buts des Alliés, sont de la compétence générale de la Division ou de la Branche qui avait ou devait prendre à son service les personnes intéressées. La décision sera prise, après avis de la Sécurité publique et avec son assistance. Le point de vue de la Sécurité publique rapporté, après délibération avec le Service du contre-espionnage, sera décisif et l'emportera sur toutes considérations d'opportunité administrative, de commodité, voire même de nécessité.

### 5. Cas de révision

S'il apparaît que, par suite d'une erreur dans l'application de la présente directive, une personne a été révoquée ou exclue d'un service, son cas pourra faire l'objet d'une révision sur la demande de la Division ou de la Branche intéressée. Cette dernière pourra en référer au Gouvernement Militaire aux fins d'examen ultérieur en agissant de concert avec la Sécurité publique et le Contre-espionnage, au Quartier général de la Zone, à la Kommandatura, dans le cas du Grand-Berlin, et au Conseil de Contrôle, s'il s'agit de personnel et de fonctionnaires appartenant à des organismes centraux.

S'il existe des renseignements positifs (contrôlés par une enquête) sur la personne en question, confirmant qu'elle n'a pris qu'une part nominale dans les activités du parti nazi, n'est pas militariste et n'est pas hostile à l'oeuvre des Alliés, elle pourra être maintenue à son poste, bien qu'elle fasse partie d'une catégorie de personnes qui doivent, conformément à la présente directive être obligatoirement révoquées.

### 6. Révocation et exclusion discrétionnaires

Entre la catégorie de ceux dont la révocation et l'exclusion d'emplois et de postes comportant une responsabilité sont obligatoires, conformément au paragraphe 10 ci-dessous, et la catégorie de ceux qui n'ont participé à aucune des activités nazies, il existe

### IV. Presse, Verlagen und anderen Unternehmen, welche Nachrichten und Propaganda verbreiten.

*Auf dem Gebiete der privaten und der von Religionsgemeinschaften gebotenen Erziehung schließt dieser Ausdruck nicht nur das Lehrpersonal, sondern auch alle richtunggebenden und leitenden Organe der betreffenden Anstalten ein.*

- d) Die Ausdrücke „bedeutende industrielle, landwirtschaftliche, finanzielle und Handelsunternehmen“ schließen alle diejenigen Unternehmen ein, die unmittelbar der Überwachung, Nutzbarmachung oder Kontrolle der Militärregierung unterliegen, und alle Unternehmen der Industrie und des Bergbaues, öffentlicher Versorgungsbetriebe, Handelsunternehmen, Verbände und Kartelle, welche in Anbetracht ihrer Kapitalkraft, der Zahl der Arbeitnehmer, der Art ihrer Erzeugnisse oder Dienstleistungen wichtige Faktoren in der deutschen Wirtschaft oder in der Wirtschaft der Gebiete oder der Gemeinden, in welchen sie betrieben werden, darstellen.

*Es ist von größter Wichtigkeit, die Denazifizierung der Industrie mit äußerstem Nachdruck durchzuführen, und der Umstand, daß ein Unternehmen klein ist, stellt keinen Grund für eine Unterlassung der Denazifizierung dar.*

*Im Ermessen der Besetzungsbehörden liegt es, die Entfernung und den Ausschluß von Nationalsozialisten oder Militaristen aus weniger bedeutenden Geschäftsunternehmen in Industrie, Handel, Landwirtschaft und Finanz sowie aus Handel und Kleinhandelsgeschäften, freien und anderen Berufen und konzessionierten Gewerben zu genehmigen.*

- e) Der Ausdruck „Entfernung“ im Sinne dieser Direktive bedeutet, daß der Betroffene sofort und unbedingt zu entlassen und seinem Einfluß und seiner mittel- oder unmittelbaren Beteiligung an dem Betriebe oder Konzern, mit dem er verbunden war, ein Ende zu setzen ist. Bei freien Berufen oder Gewerben bedeutet der Begriff „Entfernung“, daß das Recht der betroffenen Person zur Berufsausübung aufgehoben oder beschränkt wird, soweit sie darin nicht nur in privater Eigenschaft handelt und weder in beaufsichtigender, leitender oder organisatorischer Eigenschaft tätig ist, noch an der Einstellung und Entlassung anderer mitwirkt oder die Arbeit betreffende oder andere richtunggebende Maßnahmen zu treffen hat.

- f) Die Namen der entfernten Personen und die Gründe für ihre Entfernung sind den zuständigen Leitern der Vermögensverwaltung (Militärregierung) oder entsprechenden Behörden der Militärregierung zu übermitteln, die gemäß den einschlägigen Gesetzen und Anordnungen der Militärregierung die Maßnahmen zur solartigen Sperre und Kontrolle des Vermögens solcher Personen treffen.

*Personen, die aus öffentlichen Ämtern entfernt werden, haben keinen Anspruch auf Ruhegehälter oder andere Beamtenrechte.*

### 3. Geltungsbereich.

*Der Ausdruck „Entfernung“, im Sinne der oben angeführten Stelle der Erklärung von Potsdam, umfaßt auch „Ausschluß“.*

*Die einschlägigen Normen und Vorschriften sind daher in dem Sinne anzuwenden, daß sie sich nicht nur auf die Entfernung von Nationalsozialisten und anderen gegenüber den Bestrebungen der Alliierten feindlich eingestellten Personen aus verantwortlichen Ämtern und Stellungen, sondern auch auf deren Ausschluß von solchen Ämtern und Stellungen beziehen.*

### 4. Verantwortlichkeit

*Für die Entfernung und den Ausschluß von Nationalsozialisten und anderen Personen, die den Bestrebungen der Alliierten gegenüber feindlich eingestellt sind, ist im allgemeinen die Abteilung oder Zweigstelle, die die Betroffenen beschäftigt oder ihre Einstellung in Betracht zieht, verantwortlich, wobei sie den Rat der Abt. für öff. Sicherheit der M.-R. einzuholen oder sich deren Beistand zu bedienen hat. Die Stellungnahme der Abt. für öff. Sicherheit der M.-R. nach Beratung mit der Abt. für Geheimdienst (der M.-R.) ist entscheidend und hat allen Erwägungen verwaltungstechnischer Ratsamkeit, Zweckmäßigkeit und sogar Notwendigkeit vorzugehen.*

### 5. Nachprüfung von Entscheidungen

*Wenn die Annahme naheliegt, daß bei Entfernung oder Ausschluß einer bestimmten Person von einem Amt in Anwendung dieser Richtlinien ein Irrtum unterlaufen ist, kann Nachprüfung des Falles von der betreffenden Zweigstelle der Abteilung (der M.-R.) beantragt werden. Diese kann im Einvernehmen mit der Abt. für öff. Sicherheit und der für Geheimdienst (der M.-R.) den Fall der Militärregierung*

beaucoup d'Allemands dont le cas, tant en ce qui concerne l'importance et la nature de leur participation et de leur collaboration, qu'en ce qui regarde les mobiles passés ou présents de leur conduite, est douteux et requiert une enquête minutieuse.

En ce qui concerne leur emploi ou leur maintien en fonctions, pouvoir discrétionnaire est laissé aux Divisions et aux Branches intéressées agissant sur avis de la Sécurité publique, rapporté après consultation du Service du contre-espionnage. Le maintien des personnes se classant dans ces catégories discrétionnaires ne sera légitimé que par l'inaptitude des autres candidats à remplir les fonctions qu'elles occupent et ne sera valable que jusqu'à ce que d'autres candidats adéquats puissent être nommés.

Voir, au paragraphe 11 ci-dessous, les principes généraux permettant de présumer si les personnes faisant partie de ces catégories discrétionnaires sont dignes de confiance.

#### 7. Révision ultérieure du cas d'Allemands maintenus en place ou récemment nommés

Doit être considéré comme provisoire et sujet à un nouvel examen le cas de tout Allemand maintenu dans un emploi public ou dans un poste important, ou nommé récemment à un tel emploi.

Cette disposition s'applique en particulier au cas des Allemands maintenus dans leur emploi et faisant partie de la catégorie discrétionnaire. Ceux-ci feront l'objet d'un complément d'enquête, quand le premier criblage des titulaires et des candidats aura été terminé — en tenant compte tant de tout nouveau document susceptible d'être utilisé que de l'attitude de l'intéressé et de sa conduite depuis son maintien ou sa nomination.

En conséquence, ne pourront, d'office, être considérés comme sympathisants à l'occupation des Alliés et à ses buts les fonctionnaires que le Gouvernement Militaire aurait pu nommer parce que leur indépendance vis-à-vis du régime nazi aurait été établie.

Ces enquêtes complémentaires relèvent de la compétence de toutes les Divisions et Branches intéressées en même temps que de la sécurité publique et du service du contre-espionnage.

#### 8.

- a) Les prescriptions de la présente directive seront appliquées immédiatement à toute administration centrale allemande.
- b) Dans les zones, du fait de l'urgence avec laquelle il convient de produire rapidement et en quantité maxima du ravitaillement, du combustible et des matériaux de construction, nécessaires non seulement pour l'économie allemande, mais également pour celle d'autres pays européens, les Commandants de zone pourront surseoir à la révocation immédiate d'un individu, sous les conditions suivantes :
  1. Le maintien temporaire de cet individu est considéré par le Commandant de zone comme essentiel;
  2. L'individu en question n'était pas un membre important du parti nazi et n'a participé que de nom aux activités de celui-ci et n'est pas hostile aux intérêts des Alliés;
  3. L'individu en question sera révoqué dès que ce sera pratiquement possible.
- c) Les individus maintenus en fonctions, conformément aux dispositions du sous-paragraphe b) ci-dessus, ne le seront qu'en raison de leurs connaissances de spécialistes. En aucun cas, un individu qui a été nommé, pour des raisons uniquement politiques (parti nazi), à la fonction qu'il occupe ne pourra être maintenu en activité.

#### 9.

Les personnes révoquées de fonctions publiques ou semi-publiques ou de tous organismes dirigeants de partis politiques, de syndicats et autres associations publiques ou de postes comportant des responsabilités, dans des entreprises privées importantes, tels qu'ils ont définis au paragraphe 2 de la présente directive — conformément aux prescriptions de cette directive — ne seront employées dans aucune autre zone d'occupation à des fonctions répondant à la définition du paragraphe 2 de cette même directive, sauf dans les cas de révision prévus par le paragraphe 5 ci-dessus.

Dés renseignements d'ordre général et des statistiques, se rapportant à la dénazification dans les différentes zones, seront soumis au Conseil de Contrôle semestriellement, le premier rapport devant porter sur la période s'étendant jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1946. Ces rapports seront produits dans les trente jours suivant l'expiration de la période semestrielle.

#### 10. Cas de révocation et d'exclusion obligatoires

1. Criminels de guerre — c'est-à-dire individus figurant sur la liste des crimes de guerre de la Commission des crimes de guerre des Nations Unies ou sur toute liste particulière du contre-espionnage, ou que l'on suspecte d'être criminels de guerre.

im Zonen-Hauptquartier zur weiteren Behandlung übergeben; in Groß-Berlin ist die Kommandantur und, wenn es sich um leitende und andere Angestellte von Zentralstellen handelt, der Kontrollrat zuständig. Wenn sich aus der Überprüfung eindeutig ergibt, daß der Betroffene nur ein nomineller Nationalsozialist und weder ein Militarist noch eine den alliierten Zielen feindlich gegenüberstehende Person ist, kann er ungeachtet der zwingenden Vorschriften dieser Direktive im Amte verbleiben.

#### 6. Entfernung und Ausschluß nach Ermessen

Zwischen der Gruppe von Personen, deren Entfernung und Ausschluß von Ämtern und verantwortlichen Stellen in Artikel 10 zwingend vorgeschrieben ist, und der Gruppe, die in keiner Weise an nationalsozialistischer Tätigkeit teilgenommen hat, steht die große Zahl von Deutschen, deren Verbindung und Zusammenarbeit mit den Nationalsozialisten Umfang und Art nach ebenso wie ihre früheren und gegenwärtigen Beweggründe Zweifel unterliegen und daher sorgfältiger Untersuchung bedürfen.

Den Abteilungen und Zweigstellen (der M.-R.) ist es auf ersprechenden Rat der Abt. für die öff. Sicherheit (der M.-R.), der im Einvernehmen mit der Abt. für Geheimdienst festgelegt wird, anheimgestellt, solche Personen zu beschäftigen oder sie in ihrem Amt oder ihrer Stellung von Bedeutung zu belassen. Personen, die in die dem Ermessen unterliegende Kategorien fallen, sollen jedoch nur dann in ihren Stellungen belassen werden, wenn anderes geeignetes Personal nicht zur Verfügung steht, und nur solange, bis anderes geeignetes Personal verfügbar wird. Richtlinien zur Beurteilung der Zuverlässigkeit solcher dem Ermessen unterliegender Fälle folgen in Artikel 11.

#### 7. Weitere Nachprüfung von im Dienst belassenen oder neu bestellten Personen

Die Belassung Deutscher in Ämtern oder Stellungen von Bedeutung oder ihre Neueinsetzung ist als vorläufige Maßnahme anzusehen und unterliegt späterer Nachprüfung.

Dies bezieht sich ganz besonders auf Fälle, in denen es im Ermessen der Behörden liegt, Personen im Amte zu belassen. Solche Personen unterliegen weiterer sorgfältiger Prüfung, sobald die Durchsicht der im Dienste befindlichen Beamten und der Bewerber für Neueinstellung beendet ist, wobei neu aufgetauchte Unterlagen und auch Haltung und Führung der betreffenden Personen seit ihrer Belassung im Dienst oder ihrer Neueinsetzung zu berücksichtigen sind.

Die Annahme, daß Beamte, die durch die Militärregierung neu eingesetzt wurden, weil sich aus den Nachprüfungen ergab, daß sie von nationalsozialistischer Ideologie frei sind und dem nationalsozialistischen Regime feindlich gegenüberstanden, deshalb mit einer fortgesetzten alliierten Besetzung und ihren Zwecken einverstanden sind, ist nicht gerechtfertigt.

Die Verantwortung für derartige weitere Untersuchungen tragen alle Abt. und Zweigstellen (der M.-R.), auch die Abt. für öff. Sicherheit und für Geheimdienst.

#### 8.

- a) Soweit deutsche Zentralverwaltungen in Frage kommen, unterliegen die Bestimmungen dieser Direktive sofortiger Anwendung.

- b) In Anbetracht der dringenden Notwendigkeit, schnellstens und in möglichst großer Menge Bedarfsmittel und Nahrungsmittel, Brennstoff und Baumaterialien zu erzeugen, welche nicht nur für die deutsche, sondern auch für die Wirtschaft anderer europäischer Länder gebraucht werden, können die Zonen-Befehlshaber in den einzelnen Zonen die sofortige Entfernung von Personen zurückstellen, vorausgesetzt:
  - I. daß deren zeitweilige Beibehaltung nach Ansicht des Zonen-Befehlshabers wesentlich ist, und
  - II. daß die betreffende Person kein bedeutendes Mitglied der Nationalsozialistischen Partei war, in der Tätigkeit der Partei nur eine nominelle Rolle gespielt hat und den Bestrebungen der Alliierten gegenüber nicht feindlich eingestellt ist, und
  - III. daß die betreffende Person, sobald tatsächlich möglich, entfernt wird.

- e) Vorstehender Absatz (b) ist nur auf Personen anwendbar, die auf Grund ihrer Spezialkenntnisse beibehalten werden. In keinem Fall darf jemand in einem Amte bleiben, welches er nur aus politischen (Nationalsozialistische Partei) Gründen erlangt hat.

## 2. Le N. S. D. A. P.

- a) Toute personne qui a été fonctionnaire ou officier du N.S.D.A.P. ou qui a occupé un poste ou joui d'une autorité quelconque dans le N.S.D.A.P., depuis la cellule locale jusqu'au quartier général national, à quelque époque que ce soit.
- b) Tout membre du N. S. D. A. P. qui s'est rallié au parti ou a été accepté comme membre avant que l'inscription au parti ne soit rendue obligatoire en 1937 ou qui de quelque autre façon a eu une participation plus que nominale aux activités du N. S. D. A. P.
- c) Tout membre du N. S. D. A. P. qui, après quatre ans de service dans la Jeunesse Hitlérienne, a été choisi et versé dans le parti à l'âge de dix-huit ans.

## 3. Conformément au sous-paragraphe 2 a) cidessus, en particulier tout individu ayant été, à quelque époque que ce soit, fonctionnaire des organisations nazies dont l'énumération suit:

- I. Chancellerie du parti („Partei-Kanzlei“) (y compris les archives principales du N. S. D. A. P.).
- II. Chancellerie du Führer („Kanzlei des Führers der N. S. D. A. P.“).
- III. Organisation nationale-socialiste des allemands à l'étranger („Auslandsorganisation der N. S. D. A. P.“).
- IV. Office en Allemagne de l'union nationale des éléments allemands à l'étranger („Volksbund für das Deutschtum im Ausland“).
- V. Commission d'enquête du parti pour la défense de la littérature nationale-socialiste („Parteiamtliche Prüfungs-Kommission zum Schutze des nationalsozialistischen Schrifttums“).
- VI. Office du trésorier du Reich du parti („Reichsschatzmeister der N. S. D. A. P.“).
- VII. Office du chef de l'organisation du Reich („Reichsorganisationsleiter der N. S. D. A. P.“).
- VIII. Service du délégué du Führer pour la surveillance de l'enseignement et de l'éducation intellectuelle et idéologique („Beauftragter des Führers für die Ueberwachung der gesamten geistigen und weltanschaulichen Schulung und Erziehung der N. S. D. A. P.“).
- IX. Service du chef de la propagande du Reich du parti („Reichspropagandaleiter der N. S. D. A. P.“).
- X. Service du chef de la presse du Reich („Reichsleiter für die Presse“) ainsi que les maisons d'édition telles que la „Zentralverlag der N. S. D. A. P.“ (anciennement Franz Eher Verlag), propriétés du parti et soumises à son contrôle.
- XI. Service du chef de la presse du Reich du parti („Reichspressechef der N. S. D. A. P.“).
- XII. Office principal de la santé publique („Hauptamt für Volksgesundheit“).
- XIII. Office principal d'aide sociale („Hauptamt für Volkswohlfahrt“).
- XIV. Office du Reich pour la population rurale („Reichsamt für das Landvolk“).
- XV. Office principal de technique („Hauptamt für Technik“).
- XVI. Office principal du personnel enseignant („Hauptamt für Erzieher“).
- XVII. Office principal du gouvernement local („Hauptamt für Kommunalpolitik“).
- XVIII. Office principal des fonctionnaires („Hauptamt für Beamte“).
- XIX. Office principal des questions folkloriques allemandes („Hauptamt für alle Volkstumsfragen“).
- XX. Office principal de politique raciale du parti („Rassenpolitisches Amt der N. S. D. A. P.“).
- XXI. Office de recherches généalogiques („Amt für Sippenforschung“).
- XXII. Office de politique coloniale du parti („Kolonialpolitisches Amt der N. S. D. A. P.“).
- XXIII. Office des affaires étrangères du parti („Außenpolitisches Amt der N. S. D. A. P.“).
- XXIV. Délégation du Reichstag du N. S. D. A. P. („Reichstagsfraktion der N. S. D. A. P.“).
- XXV. Direction des femmes du Reich („Reichsfrauenführung“).

## 9.

Personen, die aus öffentlichen oder halböffentlichen Ämtern oder aus leitenden Körperschaften politischer Parteien, Gewerkschaften und anderer öffentlicher Organisationen oder aus verantwortlichen Stellungen in bedeutenden Privatunternehmen in Übereinstimmung mit den unter Artikel 2 dieser Direktive gegebenen Bestimmungen und in Verfolg der in dieser Anweisung niedergelegten richtungweisenden Grundsätze entfernt wurden, dürfen in keiner anderen Besetzungszone in irgendeiner der in den Vorschriften des Artikels 2 beschriebenen Stellungen beschäftigt werden, mit Ausnahme der gemäß obigem Artikel 5 einer Nachprüfung unterliegenden Fälle.

Dem Kontrollrat ist halbjährlich ein allgemeiner Bericht und eine Statistik über die Denazifizierung in den verschiedenen Zonen zu erstatten, erstmalig für den Zeitraum bis zum 1. Juli 1946. Diese Berichte sind innerhalb von 30 Tagen nach Schluß des jeweiligen Halbjahres einzureichen.

## 10. Zwangsweise Entfernungs- und Ausschluß-Kategorien

1. **Kriegsverbrecher**, d. h. Personen, die auf der Kriegsverbrecherliste der Alliierten Kommission für Kriegsverbrechen oder auf irgendeiner Sonderliste des Gegenspionagedienstes stehen oder eines Kriegsverbrechens verdächtig sind.

## 2. Die NSDAP.

a) Alle Personen, die zu irgendeiner Zeit hauptamtlich oder im Offiziersrang in der NSDAP. tätig waren oder zu irgendeinem Zeitpunkt ein Amt oder eine Stellung in der NSDAP bekleidet haben, gleichgültig ob in örtlichen Einheiten oder höheren.

b) Alle Mitglieder der NSDAP, die der Partei beitraten oder als Mitglieder aufgenommen wurden, bevor die Mitgliedschaft in der Partei im Jahre 1937 ein Zwang wurde oder die in anderer Weise sich mehr als nominell an der Tätigkeit der NSDAP beteiligt haben.

c) Alle Mitglieder der NSDAP, die bei Erreichung des 18. Lebensjahres nach vier Jahren Dienst in der Hitler-Jugend ausgewählt und der Partei überwiesen wurden.

3. Unter Ziffer 2a) fallen insbesondere Personen, die zu irgendeinem Zeitpunkt hauptamtlich in folgenden Parteiorganisationen tätig waren :

I. Parteikanzlei (einschließlich Hauptarchiv der NSDAP).

II. Kanzlei des Führers der NSDAP.

III. Auslandsorganisation der NSDAP.

IV. In Deutschland gelegene Dienststellen des Volksbundes für das Deutschtum im Ausland.

V. Parteiamtliche Prüfungskommission zum Schutze des nationalsozialistischen Schrifttums.

VI. Dienststelle des Reichs-Schatzmeisters der NSDAP.

VII. Dienststelle des Reichsorganisationsleiters der NSDAP.

VIII. Dienststelle des Beauftragten des Führers für die Ueberwachung der gesamten geistigen und weltanschaulichen Schulung und Erziehung der NSDAP.

IX. Dienststelle des Reichspropagandaleiters der NSDAP.

X. Dienststelle des Reichsleiters für die Presse sowie die Verlage, die im Eigentum der Partei standen und unter ihrer Kontrolle standen, wie z. B. der Zentralverlag der NSDAP (vormals Franz-Eher-Verlag).

XI. Dienststelle des Reichspressechefs der NSDAP.

XII. Hauptamt für Volksgesundheit.

XIII. Hauptamt für Volkswohlfahrt.

XIV. Reichsamt für das Landvolk.

XV. Hauptamt für Technik.

XVI. Hauptamt für Erzieher.

XVII. Hauptamt für Kommunalpolitik.

- XXVI. Office principal des victimes de guerre („Hauptamt für Kriegsoptioner“).
- XXVII. Direction de la jeunesse du Reich („Reichsjugendführung“).
- XXVIII. Office juridique du Reich („Reichsrechtsamt“).
- XXIX. Direction des étudiants du Reich („Reichsstudentenführung“).

#### Formations du N. S. D. A. P.

4. Les „Schutzstaffel“ (S. S.) : officiers et sous-officiers des „Waffen-SS“ et tous les membres des autres branches des S. S.
5. Les „Sturmabteilungen“ (S. A.) : officiers et sous-officiers des S. A., à quelque époque que ce soit, et tous les membres ayant adhéré aux S. A. avant le 1<sup>er</sup> avril 1933.
6. „Hitler-Jugend“ (H. J.) (Jeunesse Hitlérienne), y compris le „Bund Deutscher Mädel“ (Association de jeunes filles Allemandes) : officiers et sous-officiers de la „Hitler-Jugend“, du „Deutsches Jungvolk“, à quelque époque que ce soit. Compte tenu de leur attitude, dans les domaines de l'éducation et des services d'information : tous les chefs, à quelque époque que ce soit, de la „Hitler-Jugend“ et du „Deutsches Jungvolk“.
7. „N. S. D. Studentenbund“ (N. S. D. St. B.) (Association des Étudiants) : officiers de cette formation, à quelque époque que ce soit.
8. „NSD Dozentenbund“ (Association des professeurs et maîtres de conférences) (N. S. Do. B.) : officiers de cette formation, à quelque époque que ce soit.
9. „N. S. Frauenschaft“ (N. S. F.) (Association des femmes) : officiers de cette formation, à quelque époque que ce soit.
10. „N. S. Kraftfahrerkorps“ (N. S. K. K.) (Corps des automobilistes) : officiers de cette formation, à quelque époque que ce soit.
11. „N. S. Fliegerkorps“ (N. S. F. K.) (Corps des aviateurs) : officiers de cette formation, à quelque époque que ce soit.

#### Organisations affiliées:

Tous les fonctionnaires des organismes suivants, à quelque époque que ce soit :

12. „Reichsbund der Deutschen Beamten“ (Association des fonctionnaires allemands).
13. „Deutsche Arbeitsfront“ (D. A. F.) : Front allemand du travail, y compris le groupe („Gemeinschaft“) „Kraft durch Freude“ (Force par la joie). Les employés suivants du D. A. F. seront également révoqués: „Betriebsobmann“, „Betriebswalter“ et „Betriebswarte“.
14. „N. S. Volkswohlfahrt“ (N. S. V.) (Organisation d'aide sociale), y compris le „N. S. Reichsbund der Deutschen Schwestern“ (Association des soeurs allemandes du Reich).
15. „N. S. Kriegsoptionerversorgung“ (N. S. K. O. V.) (Secours aux victimes de guerre).
16. „N. S. Bund Deutscher Technik“ (N. S. B. D. T.) (Association des techniciens).
17. „N. S. Deutscher Ärztenbund“ (N. S. D. Ä. B.) (Association des médecins).
18. „N. S. Lehrerbund“ (N. S. L. B.) (Association des professeurs).
19. „N. S. Rechtswahrbund“ (N. S. R. B.) (Association de juristes).

#### Organisations contrôlées :

Tous les fonctionnaires des organisations suivantes, à quelque époque que ce soit :

20. „Deutsches Frauenwerk“ (Oeuvres des femmes).
21. „Reichsbund Deutsche Familie“ (Association pour la famille allemande).
22. „N. S. Reichsbund für Leibesübungen“ (Association de culture physique).
23. „N. S. Altherrenbund“ (Association des anciens étudiants).
24. „Deutsche Studentenschaft“ (Association des étudiants allemands).
25. „Deutscher Dozentenbund“ (Association des professeurs et maîtres de conférences allemands).
26. „Reichs-Dozentschaft“ (Organisation des professeurs et maîtres de conférences du Reich).
27. „Deutscher Gemeindetag“ (Union des communes).

XVIII. Hauptamt für Beamte.

XIX. Hauptamt für alle Volkstumstragen.

XX. Rassenpolitisches Amt der NSDAP.

XXI. Amt für Sippenforschung.

XXII. Kolonialpolitisches Amt der NSDAP.

XXIII. Außenpolitisches Amt der NSDAP.

XXIV. Reichstagsfraktion der NSDAP.

XXV. Reichsfrauenführung.

XXVI. Hauptamt für Kriegsoptioner.

XXVII. Reichsjugendführung.

XXVIII. Reichsrechtsamt.

XXIX. Reichsstudentenführung.

#### Gliederungen der NSDAP.

4. Schutzstaffeln (SS): Offiziere und Unteroffiziere der Waffen-SS und alle Mitglieder anderer SS-Abteilungen.
5. Sturmabteilungen (SA): Alle Mitglieder der SA, die zu irgendeiner Zeit einen Offiziers- oder Unteroffiziersrang bekleideten und alle Mitglieder, die vor dem 1. April 1933 der SA beigetreten sind. *max: 4.492*
6. Hitler-Jugend (HJ) (einschließlich des Bundes Deutscher Mädel): Alle Mitglieder der Hitler-Jugend und des Deutschen Jungvolks, die zu irgendeiner Zeit einen Offiziers- oder Unteroffiziersrang bekleideten.

Soweit es sich um Stellungen im Erziehungs- und Nachrichtenwesen handelt, alle Mitglieder der Hitler-Jugend und des Deutschen Jungvolks, die zu irgendeiner Zeit Führer waren.

7. NSD-Studentenbund (NSDStB): Mitglieder dieses Bundes, die zu irgendeiner Zeit im Offiziersrang standen.
8. NSD-Dozentenbund (NSDDoB): Mitglieder dieses Bundes, die zu irgendeiner Zeit im Offiziersrang standen.
9. NS-Frauenschaft (NSF): Führerinnen dieser Formation, die zu irgendeiner Zeit im Offiziersrang standen.
10. Das Nationalsozialistische Kraftfahrerkorps (NSKK): Mitglieder dieses Korps, die zu irgendeiner Zeit im Offiziersrang standen.
11. Das Nationalsozialistische Fliegerkorps (NSFK): Mitglieder dieses Korps, die zu irgendeiner Zeit im Offiziersrang standen.

#### Angegliederte Organisationen

Alle Personen, die zu irgendeiner Zeit Antsträger in den folgenden Organisationen waren:

12. Reichsbund der Deutschen Beamten.
13. Deutsche Arbeitsfront (DAF) einschließlich der Gemeinschaft „Kraft durch Freude“. Die folgenden Vertreter der DAF in Fabriken sind ebenfalls zu entlassen: Betriebsobmann, Betriebswart und Betriebswalter.
14. NS-Volkswohlfahrt (NSV) einschließlich des NS-Reichsbundes der Deutschen Schwestern.
15. NS-Kriegsoptionerversorgung (NSKOV).
16. NS-Bund Deutscher Technik (NSBDT).
17. NS-Deutscher Ärztenbund (NSDAeB).
18. NS-Lehrerbund (NSLB).
19. NS-Rechtswahrbund (NSRB).

## Autres organisations nazifiées :

28. „Reichsarbeitsdienst“ (R. A. D.): Service du Travail: officiers, à quelque époque que soit, jusque et y compris (échelon minimum) les rangs de „Feldmeister“ (hommes) et „Maidenführerin“ (femmes).  
Tout fonctionnaire, à quelque époque que ce soit, des organisations suivantes :
29. „Volksbund für das Deutschtum im Ausland“ (V. D. A.) (Association des allemands à l'étranger).
30. „Reichskolonialbund“ (Association coloniale).
31. „Reichsluftschutzbund“ (Association de D. C. A.).
32. „Deutsche Jägerschaft“ (Association des chasseurs).
33. „Reichskulturkammer“ et organismes subsidiaires („Reichsschrifttumskammer“, „Reichspressekammer“, „Reichsrundfunkkammer“, etc.) (Institut culturel du Reich).
34. „Institut zur Erforschung der Judenfrage“ (Institut d'étude de la question juive).
35. „Kameradschaft U. S. A.“ (Association des camarades des U.S.A.).
36. „Ibero-Amerikanisches Institut“ (Institut hispano-américain).
37. „Weltdienst“ (Service mondial).
38. „Deutscher Fichte-Bund“ (Association Fichte).
39. „Deutsches Auslandsinstitut“ (D. A. I.), (Institut allemand pour l'étranger).
40. „Staatsakademie für Rassen- und Gesundheitspflege“ (Académie de culture physique et de développement de la race).
41. „Deutsche Akademie Munich“.
42. „Osteuropäisches Institut“ (Institut de l'Europe Orientale).
43. „Amerika-Institut“.
44. „Werberat der deutschen Wirtschaft“ (Conseil de publicité pour l'économie allemande).

## Décorations nazies

Les bénéficiaires des décorations du parti dont l'énumération suit:

45. Ordre national-socialiste du sang du 9 novembre 1923 („Nationalsozialistischer Blutorden vom 9. November 1923“).
46. Insignes d'honneurs pour les 100 000 premiers membres („Ehrenzeichen für Mitglieder, unter Nummer 100 000“).
47. Insignes de Coburg („Coburger Abzeichen“).
48. Insignes du congrès de Nuremberg de 1929 („Nürnberger Parteitagsabzeichen von 1929“).
49. Insignes du Congrès de Brunswick de 1931 („Abzeichen vom S.A.-Treffen Braunschweig 1931“).
50. Insignes dorés de la jeunesse hitlérienne („Goldenes H. J.-Abzeichen“).
51. Insignes pour services rendus au parti nazi („N. S. A. P.-Dienstauszeichnungen“).
52. Insignes honorifiques régionaux du parti nazi („Gau-Ehrenzeichen der N. S. D. A. P.“).

## Fonctionnaires civils

Toute personne ayant été nommée à un des emplois suivants, depuis le 30 janvier 1933, ou toute personne déjà titulaire à cette date et maintenue en place, malgré les épurations nazies successives qui suivirent.

53. Ministres du Reich, secrétaires d'Etat, directeurs de ministères et leurs adjoints: „Dirigenten“, „Generalreferenten“, fonctionnaires des anciennes ambassades allemandes, des consulats et des missions, à partir du poste „d'attaché“ et au-delà. Toute personne employée à l'étranger, depuis le 1er janvier 1933, par les services allemands de renseignements ou par leurs annexes et les organisations subalternes placées sous leur contrôle et tous les autres fonctionnaires d'un rang supérieur à celui de „Referent“ ou à son équivalent dans les ministères du Reich.

Les ministères du Reich sont définis comme suit:

- a) Le Haut-commandement des forces armées (O. K. W.), y compris le Haut-commandement de l'Armée (O. K. H.), de la Marine (O. K. M.) et des Forces Aériennes (O. K. L.).
- b) Le Ministère des Affaires Etrangères.

## Überwachte Organisationen

Alle Personen, die zu irgendeiner Zeit Amtsträger in den folgenden Organisationen waren:

20. Deutsches Frauenwerk.
21. Reichsbund Deutsche Familie.
22. NS-Reichsbund für Leibesübungen.
23. NS-Altherrenbund.
24. Deutsche Studentenschaft.
25. Deutscher Dozentenbund.
26. Reichsdozentenschaft.
27. Deutscher Gemeindegtag.

## Weitere unter nationalsozialistischem Einfluß stehende Organisationen:

28. Reichs-Arbeitsdienst (RAD): Offiziere im Range eines Feldmeisters bzw. einer Maidenführerin aufwärts. Alle Personen, die zu irgendeiner Zeit Amtsträger in den folgenden Organisationen waren:
29. Volksbund für das Deutschtum im Ausland (VDA).
30. Reichskolonialbund.
31. Reichsluftschutzbund.
32. Deutsche Jägerschaft.
33. Reichskulturkammer und deren Untergliederungen (Reichsschrifttumskammer, Reichspressekammer, Reichsrundfunkkammer usw.)
34. Institut zur Erforschung der Judenfrage.
35. Kameradschaft USA.
36. Ibero-Amerikanisches Institut.
37. Weltdienst.
38. Deutscher Fichte-Bund.
39. Deutsches Auslandsinstitut (DAI).
40. Staatsakademie für Rassen- und Gesundheitspflege.
41. Deutsche Akademie, München.
42. Osteuropäisches Institut.
43. Amerika-Institut.
44. Werberat der Deutschen Wirtschaft.

## Nationalsozialistische Ehrenzeichen:

Träger der folgenden Parteiauszeichnungen:

45. Nationalsozialistischer Blutorden vom 9. November 1923.
46. Ehrenzeichen für Mitglieder unter Nummer 100 000.
47. Koburger Abzeichen.
48. Nürnberger Parteitags-Abzeichen von 1929.
49. Abzeichen vom SA-Treffen Braunschweig 1931.
50. Goldenes HJ-Abzeichen.
51. NSDAP-Dienstauszeichnungen.
52. Gau-Ehrenzeichen der NSDAP.

## Beamte:

Alle Personen, die nach dem 30. Januar 1933 zu einer der nachbenannten Stellungen ernannt wurden und diejenigen Personen, die eine solche Stellung bereits inne hatten und sie trotz wiederholter nationalsozialistischer Säuberungsaktionen beibehalten haben:

53. Reichsminister, Staatssekretäre, Ministerialdirektoren und deren Stellvertreter, Ministerialdirigenten, Generalreferenten, Beamte ehemaliger deutscher Botschaften, Konsulate und Missionen bis herunter zu dem Range eines Attachés, das seit dem 1. Januar 1933 im Ausland vom deutschen Abwehrdienst oder von den Organisationen oder Außenstellen, die von diesen kontrolliert wurden oder abhängig waren, beschäftigte Personal sowie alle anderen Beamten, die ein höheres Amt als das eines Referenten oder ein entsprechendes Amt in den Reichsministerien bekleideten.

- c) Les ministères suivants:  
 Armement et Production de Guerre,  
 Travail, Production Industrielle,  
 Ravitaillement et Agriculture,  
 Transports, Finances,  
 Air, Propagande,  
 Intérieur,  
 Recherche Scientifique et Éducation,  
 Justice, Postes,  
 Affaires Religieuses.
- d) Le Ministère des territoires occupés de l'Est (Reichsministerium für die besetzten Ostgebiete).
54. Les Chefs, leurs adjoints et délégués, représentants et tous les autres fonctionnaires d'un rang supérieur à celui de „Referent“ ou à son équivalent, dans les autorités du Reich, et rentrant dans les catégories suivantes:  
 „Plénipotentiaire“ du Reich pour l'effort de guerre total („Reichsbevollmächtigter für totalen Kriegseinsatz“);  
 Commissaire du Reich pour l'encouragement du folklore allemand („Reichskommissar für die Festigung deutschen Volkstums“);  
 Commissaire général du service médical et de santé („Generalkommissar für das Sanitäts- und Gesundheitswesen“);  
 Commissaire du Reich à l'habitat („Reichs-Wohnungskommissar“);  
 Commissaire général de la défense intérieure et commissaire du Reich pour la sécurité du peuple allemand („Generalkommissar für die innere Verteidigung“);  
 Commissaire du Reich à la navigation („Reichskommissar für die Seeschifffahrt“);  
 Inspecteur général des eaux et énergie („Generalinspektor für Wasser und Energie“);  
 Inspecteur général des transports automobiles („Generalinspektor für das Kraftfahrwesen“);  
 Commissaire du Reich pour l'administration des biens ennemis („Reichskommissar für die Behandlung feindlichen Vermögens“);  
 Chef de la jeunesse du Reich („Reichsjugendführer“);  
 Chef de la „Reichsstelle für Raumordnung“ (Office du Reich pour l'aménagement urbain et rural);  
 Délégué pour le plan de quatre ans et chefs de division du bureau des plans de quatre ans („Beauftragter für den Vierjahresplan“);  
 Inspecteur général des routes allemandes („Generalinspektor für das Straßenwesen“);  
 Office des forêts („Reichsforstamt“).
55. Les chefs, leurs adjoints et tous les autres fonctionnaires d'un rang supérieur à celui de „Referent“ ou à son équivalent dans les institutions du Reich:  
 Commissions du Reich pour les services de santé publique („Reichsausschuß für Volksgesundheit“);  
 Service du Reich pour les assurances sociales („Reichsversicherungsamt“);  
 Tribunal suprême d'honneur et de discipline du front du travail allemand („Oberster Ehren- und Disziplinarhof D. A. F.“);  
 Archives du Reich („Reichsarchiv“);  
 Cour des comptes du Reich allemand („Rechnungshof des Deutschen Reiches“).
56. Tous les fonctionnaires du Ministère du Reich de l'information publique et de la propagande, les chefs des offices régionaux et agences subsidiaires descendant jusqu'à l'échelon du „Kreis“ inclusivement. En outre, tous les fonctionnaires des agences nazies qui ont rédigé des articles de propagande essentiellement politiques.
57. Hauts fonctionnaires: ministres, chefs auxiliaires, secrétaires d'Etat, chefs adjoints des ministères et des agences et tous autres fonctionnaires d'un rang supérieur à „Referent“ ou à son équivalent au ministère du Reich de l'armement et de la production de guerre, y compris les présidents des „Hauptausschüsse“ (Commissions principales) et des „Ringe“ (Cercles).
58. Membres du „Reichstag“ allemand ou du „Preußischer Staatsrat“ (Conseil d'Etat de Prusse), après le 1<sup>er</sup> janvier 1934.
59. Administrateur du Reich et administrateurs spéciaux du travail („Reichstreuhänder der Arbeit und Sondertreuhänder der Arbeit“).
60. Les fonctionnaires du service du ravitaillement du Reich („Reichsnährstand“) dont l'énumération suit:

Unter „Reichsministerium“ sind folgende Reichsbehörden zu verstehen:

- a) Das Oberkommando der Wehrmacht (OKW) unter Einschluß des Oberkommandos des Heeres (OKH), der Marine (OKM) und der Luftwaffe (OKL).
- b) Das Auswärtige Amt.
- c) Die folgenden Ministerien: Reichsministerium für Rüstung und Kriegsproduktion (früher Bewaffung und Munition), Reichsarbeitsministerium, Reichswirtschaftsministerium, Reichsministerium für Ernährung und Landwirtschaft, Reichsverkehrsministerium, Reichsfinanzministerium, Reichsluftfahrtministerium, Reichsministerium für Volksaufklärung und Propaganda, Reichsministerium des Innern, Reichsministerium für Wissenschaft, Erziehung und Volksbildung, Reichsjustizministerium, Reichspostministerium, Reichsministerium für kirchliche Angelegenheiten.
- d) Reichsministerium für die besetzten Ostgebiete.
54. Dienststellenleiter und ihre Stellvertreter, Beauftragte, Kommissare und alle anderen Beamten, die ein höheres Amt als das eines Referenten oder ein entsprechendes Amt in den folgenden Reichsbehörden bekleideten:  
 Reichsbevollmächtigter für den totalen Kriegseinsatz;  
 Reichskommissar für die Festigung deutschen Volkstums;  
 Generalkommissar für das Sanitäts- und Gesundheitswesen;  
 Reichswohnungskommissar;  
 Generalkommissar für die innere Verteidigung;  
 Reichskommissar für Seeschifffahrt;  
 Generalinspektor für Wasser und Energie;  
 Generalinspektor für das Kraftfahrwesen;  
 Reichskommissar für die Behandlung feindlichen Vermögens;  
 Reichsjugendführer;  
 Leiter der Reichsstelle für Raumordnung;  
 Beauftragte für den Vierjahresplan und Abteilungsleiter in der Dienststelle für den Vierjahresplan;  
 Generalinspektor für das Straßenwesen;  
 Reichsforstamt.
55. Dienststellenleiter und deren Stellvertreter und alle anderen Beamten, die ein höheres Amt als das eines Referenten oder ein entsprechendes Amt in den nachstehenden Reichsbehörden bekleideten:  
 Reichsausschuß für Volksgesundheit;  
 Reichsversicherungsamt;  
 Oberster Ehren- und Disziplinarhof der DAF;  
 Reichsarchiv;  
 Rechnungshof des Deutschen Reiches.
56. Alle Beamten des Reichsministeriums für Volksaufklärung und Propaganda sowie die Leiter der Gauämter und untergeordneten Dienststellen bis herunter zu und einschließlich der Kresdienststellen. Ferner alle Amtsträger von nationalsozialistischen Dienststellen, die vorwiegend politische Propaganda getrieben haben.
57. Hohe Beamte (Minister, Chefadjutant, Staatssekretär, Leiter und stellvertretende Leiter von Abteilungen und Unterabteilungen und alle anderen Beamten in einem höheren Rang als dem eines Referenten oder eines entsprechenden Amtes des Reichsministeriums für Rüstung und Kriegsproduktion einschließlich der Vorsitzenden der Hauptausschüsse und Ringe).
58. Mitglieder des Deutschen Reichstags oder des Preußischen Staatsrats seit dem 1. Januar 1934.
59. Reichstreuhänder der Arbeit und Sondertreuhänder der Arbeit.
60. Die folgenden Amtsträger des Reichsnährstandes:  
 1. alle Landesbauernführer und ihre Stellvertreter;  
 2. alle Leiter von Hauptvereinigungen und Wirtschaftsverbänden;  
 3. alle Kreisbauernführer und  
 4. alle Leiter von Landes- und Regierungsforstämtern.

1. tous les „Landesbauernführer“ (Chefs nationaux des paysans) et leurs adjoints;
2. tous les chefs des unions centrales et régionales de vente des produits agricoles („Hauptvereinigungen und Wirtschaftsverbände“);
3. tous les „Kreisbauernführer“ (Chefs régionaux des paysans);
4. tous les chefs des „Landes-“ et „Regierungsförstämter“ (Offices nationaux et régionaux des forêts).
61. Commissaires régionaux à l'habitat („Gauwohnungskommissare“) et leurs adjoints.
62. Officiers et sous-officiers des „Werkscharen“ et des „Stoßtruppen“ (Ouvriers et troupes d'assaut).
63. Recteurs d'universités, proviseurs, directeurs des collèges de formation pédagogique et directeurs d'instituts d'enseignement supérieur.
64. Ministres, secrétaires d'État et directeurs ministériels des terres allemandes.
65. Présidents de provinces („Oberpräsidenten“), gouverneurs du Reich („Reichsstatthalter“) et leurs chefs de divisions.
66. „Regierungspräsidenten“ (Préfets) ou „Landeskommissare“ (dans le pays de Bade).
67. „Landräte“ (Sous-préfets).
68. Tous les maires ruraux et urbains („Oberbürgermeister“ et „Bürgermeister“).
69. Les présidents et les directeurs de la police („Polizeipräsidenten“ et „Polizeidirektoren“). Tous les officiers du „Technische Nothilfe“ (Service d'aide technique pour les cas d'urgence). Officiers de police (au-dessus du rang de lieutenant ou équivalent); tous les membres de la police administrative („Verwaltungspolizei“) travaillant avec la police secrète d'État (Gestapo) et avec les S. D. (Service de sécurité des S. S.).
70. Tout officier et autre employé ayant appartenu au „Militärisches Amt“ (Office Militaire), anciennement „Abwehramt“ (Office de défense) et au „Reichssicherheitshauptamt“ (R. S. H. A.) (Office principal de sécurité de Reich), à leurs annexes et organisations subalternes ainsi qu'aux forces associées et services de police portant l'uniforme, de police criminelle, de police secrète et autres, passibles d'arrestations obligatoires. Tous ceux-ci seront obligatoirement révoqués et exclus définitivement de tous services et toutes positions importantes. En outre, toute personne, employée à l'étranger, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1933, par les services allemands de renseignements ou par leurs annexes ou organisations subalternes placées sous leur contrôle, sera révoquée et exclue de tous services et de tous postes importants.
71. Le responsable de la répartition de la main-d'oeuvre („Generalbevollmächtigter für den Arbeitseinsatz“), le commissaire spécial à la main-d'oeuvre agricole, les services d'inspection du travail pour le Reich, l'ingénieur répartiteur général du Reich („Reichseinsatzingenieur“).
72. Deutsche Reichsbank — Président, Vice-Président et tous les autres membres du conseil de la Reichsbank („Direktorium“), tous les membres du conseil consultatif („Beirat“) et tous les directeurs de la Reichsbank („Direktorium“).
73. Fonctionnaires régionaux principaux des finances („Oberfinanzpräsidenten“).
74. Inspecteur de l'armement („Rüstungsinspektor“). Commissaire à l'armement („Rüstungsobmänner“). Délégué militaire du „Kreis“ („Wehrkreisbeauftragte“). Ingénieur régional de la répartition de la main-d'oeuvre du „Bezirk“ („Bezirks-Arbeitseinsatzingenieur“). Délégué du Bâtiment („Baubevollmächtigter“) fonctionnaire dirigeant les conseillers économiques du „Gau“ du N. S. D. A. P. („Gauwirtschaftsberater“).

#### Fonctionnaires de l'économie

75. Toute personne ayant accepté des distinctions nazies (Cf. 45—52 ci-dessus) ou occupé l'un des postes suivants, depuis le 30 janvier 1933:
76. Chef de la chambre économique nationale („Reichswirtschaftskammer“) et ses subordonnés jusque et y compris la présidence d'une chambre régionale („Gauwirtschaftskammer“) ou d'une chambre économique annexe („Wirtschaftskammer“).
77. Président, président adjoint ou administrateur d'un „Reichsgruppe“ (soit „Reichsgruppen der gewerblichen Wirtschaft“, groupes nationaux d'économie industrielle, industrie, artisanat, commerce, assurances, puissance industrielle et industries touristiques représentant toute l'économie industrielle du pays, excepté les transports et l'agriculture). Président, adjoint ou ad-

61. Gau-Wohnungskommissare und ihre Stellvertreter.
62. Offiziere und Unteroffiziere der Stoßtruppen und Werkscharen.
63. Rektoren von Universitäten und Kuratoren, Direktoren von Lehrerseminaren und Leiter von Instituten im Range einer Universität.
64. Minister, Staatssekretäre und Ministerialdirektoren der deutschen Länder.
65. Oberpräsidenten, Reichsstatthalter und deren Abteilungsleiter.
66. Regierungspräsidenten und die Landeskommissare im Land Baden.
67. Landräte.
68. Oberbürgermeister und Bürgermeister.
69. Polizeipräsidenten und Polizeidirektoren: Offiziere der technischen Nothilfe; Polizeioffiziere in einem höheren Rang als dem eines Leutnants oder eines diesem entsprechenden; alle Angehörigen der Verwaltungspolizei, die der Geheimen Staatspolizei oder dem Sicherheitsdienst zugeteilt waren.
70. Alle Offiziere und alle anderen Personen, die zu irgendeiner Zeit dem militärischen Amt (früher Abwehramt) oder dem Reichssicherheitshauptamt (RSHA) und deren Außenstellen und abhängigen Organisationen, oder der uniformierten Polizei, der Kriminal- oder der Geheimpolizei oder einer anderen Polizeiformation oder mit diesen verbundenen Einheiten und Kommandos angehörten, die laut Anordnung der Verhaftung unterliegen, sind zwangsläufig zu entlassen und für immer von jedem Amt und jeder einflußreichen Stellung auszuschließen. Ferner ist alles Personal, das seit dem 1. Januar 1933 von dem deutschen Abwehramt oder von Organisationen oder Außenstellen, welche von diesem Befehle emfingen oder abhängig waren, im Ausland beschäftigt waren, zu entlassen und von jedem Amt oder Stellung von Einfluß auszuschließen.
71. Der Generalbevollmächtigte für den Arbeitseinsatz, der Sonderbeauftragte für den landwirtschaftlichen Arbeitseinsatz, der Reichsarbeitsinspektor, der Reichseinsatzingenieur.
72. Deutsche Reichsbank: Präsident, Vizepräsident und alle anderen Mitglieder des Reichsbankdirektoriums, alle Mitglieder des Beirates und alle Reichsbankdirektoren.
73. Oberfinanzpräsidenten.
74. Rüstungsinspektoren: Rüstungsobmänner; Wehrkreisbeauftragte; Bezirksarbeitseinsatzingenieure; Baubevollmächtigte; alle Amtsträger, die Richtlinien für die Tätigkeit der Gauwirtschaftskammern aufstellten, und die Gauwirtschaftsberater der NSDAP.

#### Leiter der Wirtschaft

75. Alle Personen, welche nationalsozialistische Auszeichnungen (siehe Paragraph 45—52) angenommen oder seit dem 30. Januar 1933 folgende Stellungen bekleidet haben:
76. Leiter der Reichswirtschaftskammer und dessen Untergebene bis herab zu dem Präsidenten oder Vorsitzenden von Gauwirtschaftskammern oder angeschlossenen Wirtschaftskammern.
77. Vorsitzende, Präsidenten, Stellvertreter oder Geschäftsführer einer Reichsgruppe (d. h. Reichsgruppen der gewerblichen Wirtschaft, wie Industrie, Handwerk, Handel, Versicherung, Energiewirtschaft, Reiseverkehr, welche die ganze industrielle Wirtschaft des Landes vertreten, ausgenommen Verkehr und Landwirtschaft), Vorsitzender, Präsident, stellvertretender Präsident oder Geschäftsführer von Reichsvereinigungen einschließlich der Hauptausschüsse, Sonderausschüsse, Hauptringe und Sonderringe.
78. Vorsitzende, Präsidenten und stellvertretende Präsidenten von Reichsverkehrsgruppen.
79. Vorsitzende, alle Mitglieder eines Aufsichtsrats und leitender ausführende Organe von Körperschaften, bei denen das Deutsche Reich nach dem 30. Januar 1933 an der tatsächlichen oder interessengemeinschaftlichen Betriebsführung beteiligt war, Vorsitzende, alle Mitglieder eines Aufsichtsrats und leitender aus-

ministrateur des „Reichsvereinigungen“ (Associations du Reich) comprenant dans l'un ou l'autre cas des commissions principales, des commissions spéciales, des syndicats principaux et des syndicats spéciaux.

78. Président ou adjoint d'un groupe national de transports („Reichsverkehrsgruppe“).
79. Le Président, tous les membres du comité directeur et les principaux dirigeants d'une compagnie dans laquelle le Reich a ou a eu, depuis le 30 janvier 1933, une participation représentant un contrôle effectif ou actif; le président, tous les membres du comité directeur et les principaux agents d'une compagnie dans laquelle le N. S. D. A. P. ou l'une quelconque de ses organisations subsidiaires a ou a eu, depuis le 30 janvier 1933, une participation représentant un contrôle effectif ou actif.
80. „Wehrwirtschaftsführer“ (Chef de l'économie de guerre).
81. Les Commissaires du Reich compétents en fait de matières premières ou d'industrie (exemples: „Reichsbeauftragte für Kohle“, „Reichsbeauftragte für Eisen“, etc.) aussi bien que les dirigeants des „Reichsstellen“ et „Bewirtschaftungsstellen“.

#### Services militaires

82. Toute personne ayant appartenu au corps d'État Major Général allemand.
83. Toute personne ayant été officier instructeur de la doctrine national-socialiste („Führungsoffizier“).

#### Organismes en territoire occupé

84. Toute personne ayant été chef de l'administration militaire ou civile dans les pays et les territoires occupés par l'Allemagne ou y ayant dirigé des sections régionales ou spécialisées, ainsi que les commandants militaires et leurs adjoints dans les grandes villes et les villes d'importance secondaire.
85. Fonctionnaires du R. U. K. („Rüstungs- und Kriegsproduktion“) (Ministère du Reich pour l'armement et la production de guerre).
86. Fonctionnaires du „Rohstoffhandelsgesellschaft“ (Compagnie de commerce des matières premières).

#### Juristes

87. Toute personne ayant été engagée, à quelque période que ce soit, dans une des fonctions suivantes:
- „Akademie für Deutsches Recht“ (Académie pour le droit allemand): président, vice-président, directeurs, trésoriers.
  - „Gemeinschaftslager Hans Kerrl“ (camp commun H. K.): chefs et tous instructeurs dans le „Hauptamt“ (Office principal).
  - „Volksgerichtshof“ (Tribunal du Peuple): tous les juges, le „Bürodirektor“, l'„Oberreichsanwalt“ et tous les autres procureurs.
  - „Sondergerichte“ (Tribunaux spéciaux): tous les juges présidents et permanents; les procureurs.
  - Tribunaux du parti S. S. et S. A. („Parteigerichte“): tous les juges, procureurs et fonctionnaires.
  - „Standgerichte“ (Tribunaux militaires): tous les juges et magistrats présidents et les procureurs.
88. Toute personne ayant été employée et engagée dans l'une des fonctions suivantes, à quelque époque que ce soit, depuis le 1<sup>er</sup> mars 1933:
- „Reichsgericht“ (Cour du Reich): président, juges du Sénat spécial et tous les procureurs.
  - „Reichsjustizprüfungsamt“ (Commission d'examen du personnel juridique du Reich): président, vice-président, „leiter“ (directeurs) et „Mitglieder“ (membres) du „Hauptamt der Prüfungsstelle“ (Office principal de la commission d'examen).
  - „Oberlandesgerichte“ (Cours d'appel): tous les présidents, vice-présidents et „Generalstaatsanwälte“ (Procureurs généraux).
  - „Landgerichte“ (Tribunaux supérieurs de première instance): tous les présidents et „Oberstaatsanwälte“ (Procureurs supérieurs).
  - Tribunaux des fermes héréditaires: le président et le vice-président du „Reichserbhofgericht“ et le vice-président du „Landeserbhofgericht“ de Celle.
  - Cours disciplinaires („Dienststrafkammern“) pour les membres de la magistrature, les présidents de toutes cours disciplinaires, les membres de la cour suprême disciplinaire du „Reichsgericht“.

führender Organe einer Körperschaft, bei denen die NSDAP oder eine ihr angeschlossene Organisation an der tatsächlichen oder interessengemeinschaftlichen Betriebsführung zu irgendeinem Zeitpunkt seit dem 30. Januar 1933 beteiligt war.

80. Wehrwirtschaftsführer.

81. Reichskommissare, die für die Rohstoff- und Industrierversorgung zuständig waren (z. B. Reichsbeauftragter für Kohle, Reichsbeauftragter für Eisen usw.) sowie Personen, die Richtlinien für die Tätigkeit der Reichsstellen und der Bewirtschaftungsstellen aufstellten.

#### Militärdienst

82. Personen, die zu irgendeiner Zeit dem deutschen Generalstab angehört haben.
83. Alle NS-Führungsoffiziere.

#### Organisationen in besetzten Gebieten

84. Personen, die Chefs einer Militär- oder Zivilverwaltung in den von Deutschland besetzten Ländern und Gebieten gewesen sind oder eine Sach- oder Betriebsabteilung der Militär- oder Zivilverwaltung leiteten und Ortskommandanten und ihre Stellvertreter in Städten und kleinen Gemeinden.
85. Amtsträger des Amtes für Rüstung und Kriegsproduktion (RUK — Reichsministerium für Rüstung und Kriegsproduktion).
86. Amtsträger der Rohstoffhandelsgesellschaft (ROGERS).

#### Juristen

87. Alle Personen, die zu irgendeinem Zeitpunkt eine der folgenden Stellungen innehatten oder zu entsprechender Tätigkeit verwandt wurden:
- Akademie für Deutsches Recht: Präsident, Vizepräsident, Direktoren, Schatzmeister.
  - Gemeinschaftslager Hans Kerrl: Kommandanten und alle hauptamtlichen Leiter.
  - Volksgerichtshof: alle Richter, der Bürodirektor, der Oberreichsanwalt und alle anderen Staatsanwälte.
  - Sondergerichte: alle Vorsitzenden und sonstigen ständigen Richter und alle Staatsanwälte.
  - Partei-, SS- und SA-Gerichte: alle Richter, Staatsanwälte und Amtsträger.
  - Standgerichte: alle vorsitzführenden Richter und alle Staatsanwälte.
88. Alle Personen, die nach dem 1. März 1933 zu irgendeinem Zeitpunkt eine der folgenden Stellungen innehatten oder zu entsprechender Tätigkeit verwandt wurden:
- Reichsgericht: Präsident, Richter des Sondersenats und alle Staatsanwälte.
  - Reichsjustizprüfungsamt: Präsident, Vizepräsident, Leiter und Mitglieder im Hauptamt der Prüfungsstelle.
  - Oberlandesgerichte: alle Präsidenten, Vizepräsidenten und Generalstaatsanwälte.
  - Landgerichte: alle Präsidenten und Oberstaatsanwälte.
  - Erbhofgerichte: Präsident und Vizepräsident des Reichserbhofgerichts und der Präsident und Vizepräsident des Landeserbhofgerichts in Celle.
  - Dienststrafkammern für rechtsgelehrte Beamte: die Präsidenten von Dienststrafkammern, Mitglieder des obersten Dienststrafsenats des Reichsgerichts.
  - Reichsverwaltungsgericht: Präsident, Vizepräsident und alle Senatspräsidenten.
  - Reichsfinanzhof: Präsident und Vizepräsident.
  - Reichsarbeitsgericht: Präsident und dessen Stellvertreter.

- g) „Reichsverwaltungsgericht“ (Haute cour administrative du Reich): président, vice-président et tous les présidents des sénats.
- h) „Reichsfinanzhof“ (Cour des Finances du Reich): président et vice-président.
- i) „Reichsarbeitsgericht“ (Tribunal du travail du Reich): président et vice-président.
- j) „Reichsversicherungsamt“ (Section des assurances du Reich): président et vice-président.
- k) „Reichsversorgungsgesetz“: président et vice-président.
- l) „Reichsgericht“ (Cour suprême disciplinaire du Reich): président et tous les juges.
- m) Chambres professionnelles: présidents, vice-présidents et tous les fonctionnaires des „Reichsnotarkammer“, „Reichspatent-anwaltskammer“ et „Reichsrechtsanwaltskammer“; tous les membres des cours suprêmes d'honneur instituées pour ces professions; et le président de la „Notarkasse“.
- n) Fonctionnaires s'occupant du personnel: tout le personnel „Referenten“ du „Reichsjustizministerium“ et toutes les cours.
- o) „Reichspatentamt“ (Office des brevets d'invention du Reich): président et vice-président.
89. Le personnel énuméré dans cet alinéa doit être provisoirement révoqué et ne pourra être réintégré dans ses fonctions que lorsqu'il y aura des preuves positives en sa faveur:
- a) Ministère de la Justice: Les fonctionnaires supérieurs des ministères („Ministerialdirigenten“), s'ils ne sont pas adjoints aux directeurs des ministères (Ministerialdirektoren) et les conseillers ministériels qui ont présidé dans ce département.
- b) „Prüfungsämter“ (Commissions d'examen): tous les membres n'entrant pas dans les catégories prévues au paragraphe 88 b).
- c) Cours disciplinaires pour le personnel juridique: tous les membres n'entrant pas dans les catégories énumérées au paragraphe 88 f).
- d) Tous les avocats qui ont travaillé d'une façon permanente au bureau de consultation juridique D. A. F. ou ceux qui ont été autorisés à plaider devant les tribunaux du travail de première instance.
- e) Chambres professionnelles et tribunal d'honneur du personnel juridique: tous les membres n'entrant pas dans les catégories prévues au paragraphe 88, l) et m).
- f) Tribunal suprême pour la détermination de l'ordre de succession des terres inaliénables („Oberstes Fideikommißgericht“): président et vice-président.
- g) „Oberlandesgerichte“ (Cours d'appel): procureurs supérieurs.
- h) „Schiffahrtsobergerichte“ (Tribunaux suprêmes maritimes): tous les présidents et vice-présidents.
- i) „Oberprisenhof“ (Cour suprême des prises): président et adjoint.
- j) „Amtsgerichte“ (Tribunaux des districts): tous les juges exerçant la surveillance.
- k) Cour pour les questions relatives à la succession des fermes: tous les juges de la Cour du Reich pour les questions relatives à la succession des fermes et tous les juges du tribunal national de Celle, n'entrant pas dans les catégories prévues au paragraphe 88 e).
- l) „Reichsverwaltungsgerichte“ (Haute cour administrative du Reich): toutes les personnes n'entrant pas dans les catégories prévues au paragraphe 88 g).
- m) „Reichsfinanzhof“ (Cour des Finances du Reich): les Présidents des Sénats.
- n) „Reichsarbeitsgerichte“ (Tribunaux du travail du Reich): les Présidents des Sénats.
- o) Toutes les personnes:
1. ayant été secrétaires d'État, fonctionnaires supérieurs des ministères ou leurs adjoints,
  2. ayant été nommés à des postes ou ayant rempli des fonctions indiquées au paragraphe 88, dans la période comprise entre le 1<sup>er</sup> janvier 1933 et le 8 mai 1945.
90. Fonctionnaires supérieurs de l'organisation Todt („Einsatzleiter“ et au-dessus).
91. Tout citoyen d'une des Nations Unies qui a enfreint ses lois nationales en faveur de l'effort de guerre allemand, ou tout citoyen des mêmes Nations qui a demandé et obtenu la nationalité allemande après l'entrée en guerre de son ancienne patrie contre l'Allemagne.
- j) Reichsversicherungsamt: Präsident und dessen Stellvertreter.
- k) Reichsversorgungsgesetz: Präsident und Vizepräsident.
- l) Reichsgericht: Präsident und alle Richter.
- m) Kammern der freien Berufe: der Präsident, Vizepräsident und alle Beamten der Reichsnotarkammer, Reichspatent-anwaltskammer und Reichsrechtsanwaltskammer; alle Mitglieder der obersten Ehrengerichtshöfe der vorgenannten freien Berufe; der Präsident der Notarkasse.
- n) Beamte für Personalfragen: alle Personalreferenten bei dem Reichsjustizministerium und allen Gerichten.
- o) Reichspatentamt: Präsident und Vizepräsident.
- Die im folgenden Absatz aufgeführten Personen sind von ihren dienstlichen Verpflichtungen zu entbinden und nicht wieder zu beschäftigen, wenn nicht positive Beweise zu ihren Gunsten sprechen:
- a) Justizministerium: alle Ministerialdirigenten (soweit sie nicht Stellvertreter von Ministerialdirektoren waren), und diejenigen Ministerialräte, die eine Abteilung geleitet haben.
- b) Prüfungsämter: alle Mitglieder, die nicht unter die Bestimmungen der obigen Ziffer 88b) fallen.
- c) Dienststrafkammern für rechtsgelehrte Beamte: alle Mitglieder, die nicht unter die Bestimmungen der Ziffer 88f) fallen.
- d) Alle Rechtsanwälte, die in einem Anstellungsverhältnis zu dem Rechtsbüro der DAF standen oder zu Vertretungen vor Arbeitsgerichten 1. Instanz zugelassen waren.
- e) Kammern der freien Berufe und Ehrengerichte für rechtsgelehrte Beamte: alle Mitglieder, die nicht unter die Bestimmungen der Ziffer 88 l) und m) fallen.
- f) Oberstes Fideikommißgericht: Präsident und Vizepräsident.
- g) Oberlandesgerichte: alle Oberstaatsanwälte.
- h) Schiffahrtsobergerichte: alle Präsidenten und Vizepräsidenten.
- i) Oberprisenhof: Präsident und dessen Stellvertreter.
- j) Amtsgerichte: alle dienstaufsichtsführenden Richter.
- k) Erbhofgerichte: alle Richter des Reichserbhofgerichts und des Landeserbhofgerichts in Celle, soweit sie nicht bereits unter Ziffer 88e) fallen.
- l) Reichsverwaltungsgericht: alle Mitglieder, die nicht unter die Bestimmungen der Ziffer 88g) fallen.
- m) Reichsfinanzhof: alle Senatspräsidenten.
- n) Reichsarbeitsgericht: alle Senatspräsidenten.
- o) Alle Personen, die entweder 1. Staatssekretäre, Ministerialdirektoren oder deren Stellvertreter waren oder 2. zwischen dem 1. Januar 1933 und dem 8. Mai 1945 eine der in obiger Ziffer 88 aufgeführten Stellungen innehatten oder zu entsprechender Tätigkeit verwandt wurden.
90. Hohe Amtsträger der Organisation Todt (Einsatzleiter und aufwärts).
91. Alle Angehörigen einer der Vereinten Nationen, welche durch Unterstützung des deutschen Kriegseinsatzes die Gesetze ihres Landes verletzt haben oder welche nach der Erklärung des Kriegszustandes zwischen ihrem früheren Heimatland und Deutschland die deutsche Staatsangehörigkeit angenommen oder erhalten haben.
92. Mitglieder nichtdeutscher einheimischer Verwaltungen (Quislinge) und Mitglieder nichtdeutscher nationalsozialistischer oder faschistischer Parteien, welche nach dem 1. April 1933 die deutsche Staatsangehörigkeit angenommen oder erhalten haben.
93. Alle Mitglieder der Stäbe von Konzentrationslagern.
94. Alle Personen, die in Schulen irgendwelcher Art die Stellung eines Vertrauenslehrers (oder vor 1937 die eines Jugendwalters) innehatten.
95. Alle Personen, welche Gegner des Naziregimes denunziert oder zu ihrer Verhaftung beigetragen haben.

92. Les membres d'administrations non allemandes des pays occupés (Quislings) et les membres des partis nazis ou fascistes non allemands qui ont adopté ou ont reçu la nationalité allemande après le 1<sup>er</sup> avril 1933.
93. Tous les membres du personnel des camps de concentration.
94. Toute personne ayant occupé le poste de „Vertrauenslehrer“ (Professeur de confiance) (ou „Jugendwarter“, avant 1937) dans les écoles de toutes catégories.
95. Toute personne ayant dénoncé les adversaires du régime nazi ou ayant contribué à leur arrestation.
96. Toute personne ayant provoqué ou perpétré des actes de violence contre les adversaires politiques ou religieux du régime nazi.
97. Toute personne ayant été employée à propager l'idéologie nazie ou fasciste.
98. Toute personne ayant été fonctionnaire, professeur ou élève, à quelque époque que ce soit, d'un Institut de politique nationale („Nationalpolitische Erziehungsanstalten“ — N. A. P. O. L. A. S. ou N. P. E. A.): Ecoles Adolf Hitler („Adolf-Hitler-Schulen“) ou „Ordensburgen“.
99. Toute personne ayant été révoquée ou exclue antérieurement de son emploi ou de sa fonction par un Commandant de zone.

#### 11. Guide pour les révocations ou exclusions discrétionnaires

Pour anéantir le nazisme et le militarisme, il sera nécessaire d'éliminer et d'exclure, dans tous les postes impliquant un contrôle ou une influence quelconque, quiconque semblerait devoir perpétuer une tradition anti-démocratique. En plus des personnes comprises dans les catégories énumérées au paragraphe 10 et sujettes en conséquence à la révocation obligatoire, feront l'objet d'un examen rigoureux:

- a) les officiers de carrière des forces armées allemandes, y compris l'ancienne Reichswehr;
- b) les personnes incarnant la tradition des „Junker“ prussiens. Il est difficile d'en donner une définition correcte. Néanmoins, il y aura lieu d'examiner minutieusement tous les renseignements relatifs à une personne et tendant à établir qu'elle a été membre d'une famille de l'aristocratie allemande de Prusse, de Poméranie, de Silésie ou de Mecklembourg ou d'une famille possédant une grande propriété en Prusse; ou qu'elle a été membre d'un corps d'élite des étudiants de l'université allemande, tel que le „Bonner Borussen“ ou toutes les organisations dépendant du „Kösener S. C.“ ou membre de quelques-unes des „Landmannschaften“ de Prusse Orientale ou de Silésie. Les personnes sus-désignées seront sujettes à révocation ou à exclusion en tant que susceptibles de perpétuer la tradition du militarisme allemand.

#### 12. Catégories de révocation et d'exclusion discrétionnaires

On se référera à la liste ci-dessous pour déterminer si des personnes autres que les membres du parti et qui ne sont pas comprises dans le paragraphe 10 ci-dessus ni visées par tout autre texte appartiennent ou non aux catégories des sympathisants ardents du nazisme ou des personnes hostiles aux buts des Alliés.

- a) Les membres des Waffen S. S. (autres que les conscrits).
- b) Toute personne ayant demandé à être membre de l'une des branches quelconque des S. S.
- c) Toute personne ayant adhéré aux S. A. le 1<sup>er</sup> avril 1933 ou postérieurement à cette date.
- d) Les membres de la „Hitler Jugend“ (H. J.), y compris ceux du „Bund Deutscher Mädel“ qui ont adhéré aux H. J. avant le 25 mars 1939.
- e) Les sous-officiers du R. A. D. au-dessous du rang de „Feldmeister“ (hommes) et de „Maidenführerin“ (femmes).
- f) Les membres nominaux du N. S. D. A. P. ayant adhéré au parti après le 1<sup>er</sup> mai 1937 et toute personne ayant demandé à être membre du N. S. D. A. P.
- g) Toute personne bénéficiaire, par acceptation du transfert de propriété par suite de spoliation, dans les pays occupés, d'aryanisation ou de confiscation des biens pour des raisons politiques ou raciales.
- h) Toute personne ayant bénéficié de promotions exceptionnellement rapides, dans les rangs des fonctionnaires, des membres de l'enseignement ou de la presse, depuis le 30 janvier 1933.
- i) Toute personne ayant assumé des fonctions de direction ou d'exécution dans l'administration civile ou militaire des territoires occupés par l'Allemagne et qui n'est pas prévue par le paragraphe 10 ci-dessus.

96. Alle Personen, welche Gewalttaten gegen politische oder religiöse Gegner des Naziregimes veranlaßt oder verübt haben.

97. Alle Personen, welche nationalsozialistische oder faschistische Lehren verbreitet haben.

98. Personen, die zu irgendeinem Zeitpunkt Beamte, Lehrer oder Schüler in Nationalpolitischen Erziehungsanstalten — NAPOLAS oder NPEA, Adolf-Hitler-Schulen oder Ordensburgen — gewesen sind.

99. Alle Personen, die bereits früher von einem Zonenbefehlshaber aus einem Amt oder einer Anstellung entfernt oder davon ausgeschlossen wurden.

#### 11. Richtlinien für Entfernung und Ausschluß nach Ermessen

Die Ausmerzung des Nationalsozialismus und Militarismus macht es erforderlich, Personen, die voraussichtlich undemokratische Traditionen verewigen würden, von allen ausschlaggebenden oder einflußreichen Stellungen zu entfernen und auszuschließen. Außer den Personen, die unter die in Artikel 10 aufgezählten Kategorien fallen und daher zwangsläufig zu entfernen sind, sind die folgenden Gruppen sorgfältig zu überprüfen:

- a) Berufsoffiziere der deutschen Wehrmacht, einschließlich der früheren Reichswehr;
- b) Personen, die die preußische Junkertradition verkörpern. Es ist schwer, solche Personen genau zu kennzeichnen. Sorgfältig geprüft werden müssen jedoch solche Personen, welche Mitglieder einer preußischen oder ostpreußischen, pommerschen, schlesischen oder mecklenburgischen Adelsfamilien sind oder die einer Familie mit ausgedehntem Besitztum in Preußen angehören oder die Mitglieder eines Elitekorps deutscher Studenten (wie die Bonner Borussen oder alle zum Kösener S. C. gehörenden Studenten) waren oder die den ostpreußischen oder schlesischen Landmannschaften angehörten; die Entfernung oder der Ausschluß solcher Personen ist wahrscheinlich angemessen, da sie voraussichtlich die deutsche militaristische Tradition fortsetzen werden.

#### 12. Unter Entlassung oder Ausschluß nach Ermessen fallende Kategorien

Für die Feststellung, ob Personen, die sich weder in vorstehenden Artikel 10 noch in sonstige Vorschriften einreihen lassen, zu den überzeugten Anhängern des Nationalsozialismus oder zu den den alliierten Bestrebungen feindlich gegenüberstehenden zählen, ist nachstehende Liste heranzuziehen:

- a) Mitglieder der Waffen-SS (mit Ausnahme der Eingezogenen).
- b) Anwärter auf Mitgliedschaft irgendeiner Gliederung, der SS.
- c) Die Unteroffiziere des RAD, die nach dem 1. April 1933 der SA beitraten.
- d) Mitglieder der Hitler-Jugend und des Bundes Deutscher Mädel, die diesen Organisationen vor dem 25. März 1939 beitraten.
- e) Unteroffiziere des RAD unter dem Range eines Feldmeisters und Maidenführerin.
- f) Nominelle Mitglieder der NSDAP, die dieser Partei nach dem 1. Mai 1937 beitraten, sowie Anwärter auf Mitgliedschaft der NSDAP.
- g) Personen, die aus der mit der Ausplünderung besetzter Länder verknüpften Annahme oder Übertragung von Vermögen, der Aryanisierung oder Einziehung von Vermögen aus politischen oder rassischen Gründen Nutzen gezogen haben.
- h) Personen, die nach dem 30. Januar 1933 im Reichsdienst, Erziehungswesen oder im Pressedienst außergewöhnlich rasch befördert wurden.
- i) Personen, die in richtunggebenden oder leitenden Stellungen in der Militär- oder Zivilverwaltung der von Deutschland besetzten Gebiete beschäftigt waren und nicht unter die Bestimmungen des § 10 fallen.
- j) Personen, die der Partei erhebliche Beiträge zusteuernten (gleichviel, ob solche Beiträge an und für sich erheblich oder nur im Verhältnis zu den Mitteln der betreffenden Person erheblich waren).

- j) Toute personne ayant versé de grosses subventions au parti, sommes importantes en elles-mêmes ou en fonction des moyens de la personne en question. A ce sujet, il y a lieu de signaler que les subventions aux partis politiques allemands, notamment au N. S. D. A. P., étaient, fréquemment versées par des compagnies, des cartels, etc. ... et que des sympathisants éminents ont pu avoir recours à ce procédé plutôt qu'aux souscriptions nominales d'aide au parti.
- k) Toute personne membre d'autres partis ou d'autres organisations politiques allemands qui finirent par apporter leur appui au parti national socialiste, quand celui-ci arriva au pouvoir, par ex. : l' "Hugenbergs Harzburgerfront", groupe composé de membres du "Deutschnationale Volkspartei", du "Stahlhelm" et du "Kyffhäuserbund".
- l) Toute personne occupant un poste important dans la Croix-Rouge allemande, spécialement si elle a été nommée depuis 1933. Les postes de commande de ces organisations n'ont été donnés qu'à des hommes ou à des femmes en qui les nazis avaient toute confiance.
- m) Les personnes appartenant au mouvement chrétien allemand ("Deutsche Christenbewegung"). Cette organisation est surtout composée de nazis qui se prétendent protestants et qui sont parvenus, à l'aide du N. S. D. A. P., à s'assurer un contrôle majoritaire dans le mécanisme administratif évangélique allemand. Le fait d'être membre de cette organisation indique une sympathie pronazie.
- n) Toute personne appartenant au mouvement néopaien ("Deutsche Glaubensbewegung"). Cette organisation était composée de sympathisants nazis qui avaient la franchise de reconnaître que le nazisme et le christianisme sont inconciliables. Le fait d'être membre de cette organisation fait présumer une forte sympathie pour les nazis.
- o) Membres du N. S. K. K. et du N. S. F. K., N. S. D. St. B., N. S. D. o. B. et N. S. F.
- p) Toute personne décorée de la Croix espagnole, de la Médaille commémorative autrichienne, de la Médaille commémorative des Sudètes, de la Médaille commémorative de Memel, de la Croix de Danzig, de l'insigne militaire des S. A. ou des insignes du mérite du Service du travail allemand.
- q) Les parents ayant autorisé un de leurs enfants à fréquenter les instituts d'éducation de Politique nationale ("Nationalpolitische Erziehungsanstalten") N. A. P. O. L. A. S. ou N. P. E. A. des écoles Adolf Hitler ("Adolf-Hitler-Schulen" ou "Ordensburgen").
- r) Toute personne que les nazis ont gratifiée de faveurs pécuniaires.
- s) Toute personne ayant échappé au service militaire ou au service actif sur le front, grâce à des protections nazies.
- t) Les juristes auxquels s'appliquent les critères indiqués dans la catégorie "C" de l'Appendice I, Section I du Manuel technique des officiers juridiques et des établissements pénitentiaires (2ème édition).
- u) Les fonctionnaires d'organismes importants, industriels, commerciaux, agricoles et financiers, ayant rang de directeur général, directeur, président, vice-président, ("Geschäftsführer", "Betriebsführer", "Betriebsleiter", "Betriebsobmann"), chef de bureau ou occupant de postes correspondants; le personnel technique responsable: "Chefingenieur", "Oberingenieur", "Betriebsingenieur", etc.; tous les membres du "Vorstand" (Comité de direction) et de "l'Aufsichtsrat" (Conseil d'administration), toutes les personnes ayant le pouvoir d'embaucher ou de licencier du personnel.
- v) Les proches parents des nazis haut placés ne doivent pas être employés.

### 13. Principes directeurs pour les révocations et exclusions discrétionnaires

Le principe directeur doit être de procéder, dans tous les cas, à une enquête pour déterminer si la personne qui en fait l'objet avait ou non une participation plus que nominale aux activités du parti nazi, selon la définition du paragraphe 2 de la présente directive.

Dans les cas douteux, ces personnes ne seront pas employées ou maintenues au poste qu'elles occupent, si elles peuvent être remplacées par d'autres, politiquement plus sûres, bien que moins qualifiées du point de vue administratif.

diesem Zusammenhang ist zu bemerken, daß Zuwendungen an die deutschen politischen Parteien, einschließlich der NSDAP, häufig durch Gesellschaften, Kartelle usw. gemacht wurden und daß prominente Anhänger des Nationalsozialismus diese Methode der Parteiunterstützung derjenigen eines persönlichen Beitrages vortzogen.

- k) Personen, die Mitglieder anderer politischer Parteien oder Organisationen in Deutschland waren und die der Nationalsozialistischen Partei zur Zeit der Machtergreifung Unterstützung gewährten (z. B. Hugenbergs Harzburger Front, eine aus der Deutschnationalen Volkspartei, dem Stahlhelm und dem Kyffhäuser-Bund bestehende Gruppierung).
- l) Leitende Angestellte bei dem Deutschen Roten Kreuz, insbesondere diejenigen, die nach dem Jahre 1933 ernannt wurden. Führende Posten bei dieser Organisation sind allein an diejenigen Männer und Frauen übertragen worden, die von den Nationalsozialisten als zuverlässig betrachtet wurden.
- m) Mitglieder der Deutschen Christenbewegung. Diese Organisation bestand vorwiegend aus Nationalsozialisten, die behaupteten, protestantische Christen zu sein, und die es mit Hilfe der NSDAP erreichten, eine Mehrheitskontrolle des Verwaltungsapparates der deutschen Evangelischen Kirche zu gewinnen. Mitgliedschaft dieser Organisation deutet auf nationalsozialistische Einstellung hin.
- n) Mitglieder der Deutschen Glaubensbewegung. Diese Organisation bestand aus Anhängern der Nationalsozialistischen Partei, die den nicht in Einklang zu bringenden Widerspruch zwischen Nationalsozialismus und Christentum offen bekannten. Mitglieder dieser Organisation sind einer nationalsozialistischen Einstellung sehr verdächtig.
- o) Mitglieder des NSKK, des NSFK, des NSDStB, NSDoB, NSF.
- p) Träger des Spanienkreuzes, der Österreichischen Erinnerungsmedaille, des Danziger Kreuzes, der Sudeten-Erinnerungsmedaille, der Memel-Erinnerungsmedaille, des SA-Wehrsportabzeichens oder der Verdienstauszeichnung des deutschen Arbeitsdienstes.
- q) Eltern, die einem ihrer Kinder gestatteten, Nationalpolitische Erziehungsanstalten (NAPOLAS oder NPEA) oder Adolf-Hitler-Schulen oder Ordensburgen zu besuchen.
- r) Personen, die von den Nationalsozialisten finanzielle Sondervorteile erhielten.
- s) Personen, die infolge nationalsozialistischen Einflusses sich dem Militär- oder Frontdienst entzogen haben.
- t) Rechtsanwälte, auf welche die in Kategorie „C“ des Anhangs 1 zum 1. Teil des Technischen Handbuchs für Gerichts- und Gefängnisoffiziere (2. Auflage) aufgeführten Merkmale zutreffen.
- u) Angestellte bedeutender industrieller Handels-, landwirtschaftlicher oder finanzieller Betriebe mit dem folgenden oder einem entsprechenden Titel: Generaldirektoren, Direktoren, Präsidenten, Vizepräsidenten, Geschäftsführer, Betriebsführer, Betriebsleiter, Betriebsobmann, Bürochef; das für die Aufstellung der Richtlinien eines Unternehmens verantwortliche technische Personal, wie Chefingenieur, Oberingenieur, Betriebsingenieur, usw.; alle Mitglieder des Vorstandes und des Aufsichtsrats; alle Personen mit der Befugnis zur Einstellung und Entlassung von Personal.
- v) Nahe Verwandte prominenter Nationalsozialisten sollen nicht beschäftigt werden.

### 13. Richtlinien für die Ausübung des Ermessens bei Entfernung und Ausschluß von Einzelpersonen.

Bei der Nachprüfung all dieser Fälle ist von den grundsätzlichen Fragen auszugehen, ob eine Person im Sinne der in Artikel 2 dieser Direktive gegebenen Begriffsbestimmung mehr als nur nominell der Nationalsozialistischen Partei angehört hat oder nicht. In Zweifelsfällen sollen Leute nicht eingestellt oder in Beschäftigung behalten

Ces personnes, jusqu'à leur réhabilitation politique complète, seront, si cela est possible, nommées à des postes comportant moins de responsabilités.

Il est essentiel que les hauts fonctionnaires exécutifs allemands, au niveau des provinces, "Regierungsbezirke" (départements) et "Kreise" (cantons) soient des anti-nazis authentiques, même si ceci entraîne l'emploi de personnes moins qualifiées pour l'exercice de leurs fonctions administratives.

Fait à BERLIN, le 12 janvier 1946.

B. H. ROBERTSON,  
Lieutenant Général  
L. KOELTZ,  
Général de Corps d'Armée  
V. SOKOLOVSKY,  
Général d'Armée  
OLIVER P. ECHOLS  
Major Général  
pour LUCIUS D. CLAY  
Lieutenant Général

werden, falls andere politisch zuverlässigere, wenn auch sachlich weniger geeignete Personen zur Verfügung stehen. Solchen Personen sind nach Möglichkeit nur Posten von geringerer Verantwortung zu geben, bis sie ihre politische Zuverlässigkeit bewiesen haben. Es ist wesentlich, daß die leitenden deutschen Beamten an der Spitze von Provinzen, Regierungsbezirken und Kreisen erwiesene Gegner des Nationalsozialismus sind, selbst wenn dies die Anstellung von Personen nach sich zieht, deren Eignung, ihren Aufgabenkreis zu erfüllen, geringer ist.

Ausgefertigt in BERLIN, den 12. Januar 1946.

(Die in den drei offiziellen Sprachen abgefaßten Originaltexte dieses Gesetzes sind von V. SOKOLOVSKY, General der Armee, B. H. ROBERTSON, Generalleutnant, Oliver P. ECHOLS, Generalmajor, und L. KOELTZ, Armeekorps-General, unterzeichnet.)

#### DIRECTIVE No 26

##### Règlementation des heures de Travail

Le Conseil de Contrôle prescrit ce qui suit :

1. Les autorités allemandes procéderont immédiatement à la mise en application, pour tous les travailleurs, de l'horaire normal comportant la journée de huit heures ou la semaine de quarante huit heures.
2. Des exceptions à cet horaire normal sont prévues en ce qui concerne l'agriculture et d'autres travaux pénibles, dangereux ou de caractère intermittent, dont la nature rend cet horaire inapplicable. De telles exceptions peuvent être accordées par les autorités allemandes compétentes, sous réserve de l'approbation du Gouvernement Militaire.
3. Le Gouvernement Militaire peut, en vue d'augmenter la production, diminuer le chômage ou faciliter la réalisation de tout autre but de l'occupation, fixer, pour toute branche d'industrie, toute entreprise ou usine quelconque, une durée de travail autre que l'horaire normal.
4. Dans l'application de cette directive, concernant les heures de travail, et des règlements pris en vue de son exécution, aucune discrimination n'est admise au détriment de personnes ou de groupes de personnes pour des raisons de race, de religion, d'affiliation ou d'opinions politiques.
5. Les heures de travail excédant l'horaire normal, tel qu'il est défini à l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus, ou excédant un horaire quelconque autorisé en application des articles 2 et 3 ci-dessus, seront, conformément aux règlements établis à l'article 3 de la Directive du Conseil de Contrôle No 14.
6. Les Lois, Ordres et Règlements en vigueur, qui ne sont pas en opposition avec les dispositions de la présente directive, continueront à recevoir leur application.
7. Les autorités allemandes compétentes sont chargées, sous leur responsabilité, de mettre à exécution cette directive.
8. Les syndicats professionnels, ou autres représentants reconnus des salariés, peuvent négocier avec les employeurs ou les associations d'employeurs, s'il en existe, au sujet des ajustements des heures de travail prévues par les dispositions ci-dessus. Toutefois, aucun changement ne sera apporté aux horaires de travail sans l'approbation des autorités allemandes compétentes.
9. Les autorités allemandes constitueront des organes consultatifs composés de représentants des syndicats professionnels et des associations d'employeurs qui existent déjà ou qui peuvent être institués pour donner un avis sur les heures de travail.

#### DIRECTIVE Nr. 26

##### Regelung der Arbeitszeit

Der Kontrollrat ordnet hiermit an :

1. Die deutschen Behörden werden sofort die Einführung des regelmäßigen Achtstundenarbeitstages oder der regelmäßigen 48-Stunden-Arbeitswoche für alle Arbeitnehmer in Angriff nehmen.
2. Ausnahmen von dieser regelmäßigen Arbeitszeit sind in der Landwirtschaft zulässig, ferner bei anderen Arbeiten, wie schweren, gefährlichen oder zeitweise aussetzenden Arbeiten, deren Eigenart die Einhaltung der regelmäßigen Arbeitszeit ungeeignet macht. Derartige Ausnahmen können von den zuständigen deutschen Behörden genehmigt werden, jedoch kann die Militärregierung ihre Zustimmung hierzu verweigern.
3. Die Militärregierung kann für Industriezweige, Unternehmen oder Fabriken — im Interesse einer erhöhten Produktion, einer Verringerung der Arbeitslosigkeit oder der Förderung irgendeines anderen Besetzungszieles — Arbeitszeiten festsetzen, die von der regelmäßigen Arbeitszeit abweichen.
4. Bei der Durchführung dieser Direktive oder von Regelungen, die im Zusammenhang hiermit über die Arbeitszeit erlassen werden, dürfen Personen oder Personengruppen wegen ihrer Rasse, ihres Glaubens, ihrer politischen Zugehörigkeit oder Anschauungen keinerlei Benachteiligungen erleiden.
5. Arbeitszeiten, die über die in Ziffer 1 festgesetzte regelmäßige oder gemäß den in Ziffern 2 und 3 enthaltenen Regeln für zulässig erklärte Arbeitszeit hinausgehen, sind entsprechend den in Artikel 3 der Kontrollrats-Direktive Nr. 14 niedergelegten richtunggebenden Bestimmungen nach Überstundensätzen zu vergüten.
6. Alle bestehenden Gesetze, Verordnungen und Verfügungen, die nicht in Widerspruch zu dieser Direktive stehen, bleiben in Kraft.
7. Die zuständigen deutschen Behörden sind für die Durchführung dieser Direktive verantwortlich.
8. Gewerkschaften und andere anerkannte Arbeitnehmervertretungen können mit den Arbeitgebern oder etwa bestehenden Arbeitgeberverbänden über die Angleichung der Arbeitszeit an die nach den obigen richtunggebenden Bestimmungen zugelassenen Arbeitszeiten verhandeln. Änderungen der Arbeitszeiten bedürfen jedoch der Zustimmung der zuständigen deutschen Behörden.

10. Sont abrogées les lois spéciales et les dispositions stipulant une réduction des heures de travail, des congés supplémentaires ou d'autres avantages en faveur des membres de tout groupement ou organisation militariste nazis ou qui instituent des jours fériés spécifiquement nationaux-socialistes.

Fait à BERLIN, le 26 Janvier 1946.

I. S. O. PLAYFAIR  
Major Général  
pour B. ROBERTSON  
Lieutenant Général  
L. KOELTZ  
Général de Corps d'Armée  
V. SOKOLOVSKY  
Général d'Armée  
LUCIUS D. CLAY  
Lieutenant Général

9. Die zuständigen deutschen Behörden bilden aus Vertretern der freien Gewerkschaften und Arbeitgeberverbänden, die zur Zeit bestehen oder späterhin gegründet werden, beratende Körperschaften, die bei der Festsetzung von Arbeitszeiten ratgebend mitwirken.

10. Sondergesetze und -vorschriften, nach denen Mitgliedern irgendeiner nationalsozialistischen militaristischen Gruppe oder Organisation Freizeiten, Urlaub oder andere Vergünstigungen gewährt wurden oder welche besondere nationalsozialistische Feiertage vorsehen, werden hiermit außer Kraft gesetzt.

Ausgefertigt in BERLIN, den 26. Januar 1946.

(Die in den drei offiziellen Sprachen abgefaßten Originaltexte dieser Direktive sind von I. S. O. PLAKFAIR, Generalmajor, L. KOELTZ, Armeekorps-General, Lucius D. CLAY, Generalleutnant, und V. SOKOLOVSKY, General der Armee, unterzeichnet.)

RECTIFICATIF

Arrêté No 61 portant application de l'ordonnance No 44 sur l'établissement des listes électorales en vue des élections allemandes.

Au Journal Officiel No 26 du 15 Juin 1946, page 213, au lieu de :

Article 1<sup>er</sup> — : .....

ORGANISATIONS	FONCTIONS
N. S. D. A. P.	Fonctionnaire ou officier à partir du grade de Zellenleiter

Lire :

Article 1<sup>er</sup> — : .....

ORGANISATIONS	FONCTIONS à partir de:
N. S. D. A. P.	Fonctionnaire ou officier à partir du grade de Zellenleiter

BERICHTIGUNG

Der deutsche Text der Verfügung Nr. 61 betreffend Durchführung der Verordnung Nr. 44 über Aufstellung der Wählerlisten für deutsche Wahlen

Amtsblatt Nr. 26 vom 15. Juni 1946, Seite 213,

wird wie folgt berichtigt :

Artikel 1. ....	anstatt:
Organisationen	Funktion Beamte und Offiziere beginnend mit: Zellenleiter
N. S. D. A. P.	

muß es heißen :

Artikel 1. ....	
Organisationen	Funktion beginnend mit: Beamte und Offiziere beginnend mit: Zellenleiter
N. S. D. A. P.	

RECTIFICATIF

Arrêté No 62 portant application de l'ordonnance No 45 sur l'établissement des listes électorales en vue des élections dans la Sarre.

Au Journal Officiel No 26 du 15 Juin 1946, page 215, au lieu de:

Article 1<sup>er</sup> — : .....

ORGANISATIONS	FONCTIONS
N. S. D. A. P.	Fonctionnaire ou officier à partir du grade de Zellenleiter

Lire :

Article 1<sup>er</sup> — : .....

ORGANISATIONS	FONCTIONS à partir de:
N. S. D. A. P.	Fonctionnaire ou officier à partir du grade de Zellenleiter

BERICHTIGUNG

Der deutsche Text der Verfügung Nr. 62 betreffend Durchführung der Verordnung Nr. 45 über Aufstellung der Wählerlisten für die Wahlen im Saargebiet

Amtsblatt Nr. 26 vom 15. Juni 1946, Seite 215,

wird wie folgt berichtigt :

Artikel 1. ....	anstatt:
Organisationen	Funktion Beamte und Offiziere beginnend mit: Zellenleiter
N. S. D. A. P.	

muß es heißen :

Artikel 1. ....	
Organisationen	Funktion beginnend mit: Beamte und Offiziere beginnend mit: Zellenleiter
N. S. D. A. P.	

**Avis**

Le Journal Officiel du Commandement en Chef Français en Allemagne édite les Textes Législatifs des Lois, Proclamations et Ordres promulgués par le Commandement Suprême Interallié, en français et en allemand.

Le prix de cette brochure est fixé à 2 RM. Les commandes accompagnées de leur montant sont reçues au Journal Officiel, Hotel Badischer Hof, Baden-Baden.

**BEKANNTMACHUNG****über die Veröffentlichung von Gesetzestexten**

Das Amtsblatt des französischen Oberkommandos in Deutschland gibt die amtlichen Texte der vom Commandement Suprême Interallié erlassenen Gesetze, Proklamationen und Anordnungen in französischer und deutscher Sprache heraus.

Der Preis dieser Broschüre ist auf 2 Mk festgesetzt.

Bestellungen unter Beifügung des Preises werden vom

Journal Officiel — Hotel Badischer Hof,  
Baden-Baden

entgegengenommen.